



Échos du Sahel

300 FCfa • juillet 2012 • N° 05 • Récépissé n° 2011-044/CAO/TGI-F/PF • ISSN 0796-8868 • Fada N'Gourma

Journal d'informations régional, d'Intégration et de Développement

Puissions nous avoir le courage de changer ce qui peut l'être, la force d'accepter ce qui ne peut l'être et la sagesse pour faire la différence entre les deux !

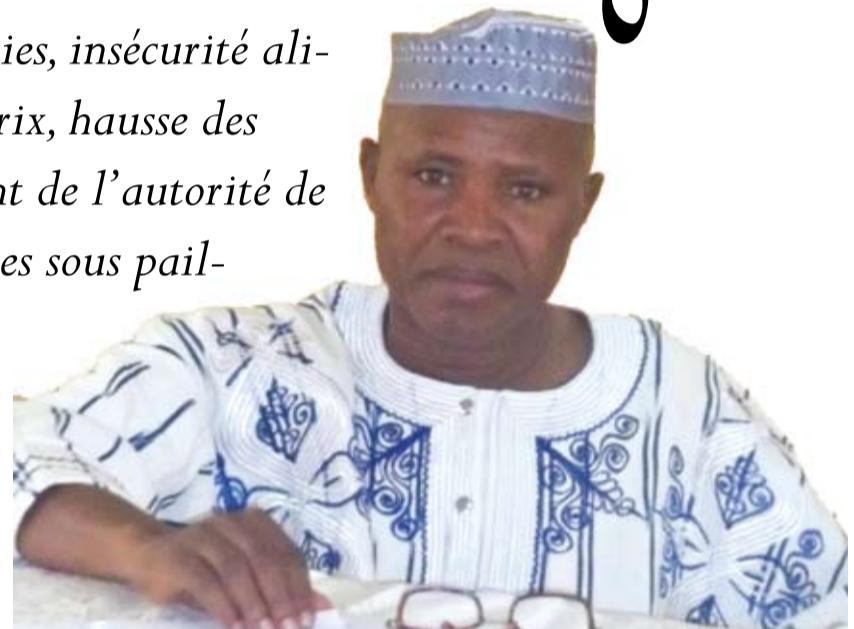
POLITIQUE/TOURNÉE MINISTÉRIELLE D'ÉVALUATION

“Nous ne sommes pas là pour endormir les gens”



Indemnisation des victimes des mutineries, insécurité alimentaire et vie chère, fluctuation des prix, hausse des prix du carburant, incivismes, effritement de l'autorité de l'Etat, réfugiés maliens et sécurité, écoles sous paillettes, élections couplées...

[Lire page 4](#)



Economie



“Partenaires et non adversaires : c'est le manque d'informations qui amène certaines incompréhensions”

Ce n'est pas tout d'être nommé patron d'un service administratif, le plus difficile, c'est savoir diriger, prendre en charge l'organisation et le fonctionnement de ce service, mener un groupe. Dans le cas de la douane, et particulièrement pour la nouvelle patronne de la douane de la région de l'Est, c'est administrer des agents et obtenir la prédisposition des opérateurs économiques à jouer effectivement leur rôle de partenaires. Pour ce faire, la directrice régionale de la douane, Pulchérie Dabiré/Somda a choisi le contact direct : rencontrer tout le monde pour faire connaissance, briser la glace qui fait du douanier l'adversaire du commerçant plutôt que son partenaire, jeter les bases d'une saine collaboration, «faire prendre conscience, à chacun, du rôle qu'il a à jouer dans le bon accomplissement de nos missions respectives». Le 16 mai dernier, la salle de réunion de la direction générale de la douane a difficilement contenu l'affluence des opérateurs économiques de la ville de Fada. Pour une fois, c'est de bon cœur et sans appréhension, qu'ils s'y rendaient. La rencontre a duré près de 5 heures d'horloge et toutes les parties en sont sorties satisfaites : la DR a pu recueillir les préoccupations des opérateurs économiques et ces derniers ont pris connaissance des attentes de la douane à leur endroit. [Lire page 8](#)

Santé Centre Hospitalier Régional

Des problèmes certes, mais surtout des mesures pour y remédier

«Nous ne sommes pas dans une situation d'impuissance comme les gens le décrivent. Que l'hôpital est au bord de la catastrophe ! Que c'est un mouroir ! Quand nous considérons tous ceux que nous accueillons et les efforts qui sont fournis, je ne pense pas que tous ceux qui fréquentent l'hôpital, qui viennent ici à la quête d'un meilleur état de santé, ont ce jugement». Eric Tougouma, le Directeur général du CHR, sort de sa réserve et prend la parole pour redresser les faits, confondre les exagérations, ramener les choses à leurs justes proportions. Les défaillances du groupe électrogène et ses conséquences sur le fonctionnement du bloc opératoire, le laboratoire, le service des urgences, la mortalité maternelle... les griefs ne manquent pas pour présenter le CHR comme un mouroir. L'hôpital de Fada souffre-t-il d'incompétence logistique ? Qu'en est-il réellement ? [Lire page 12](#)



Social

**Bakarbagna,
la misère !
Hou ! ha !**

[Lire page 16](#)

Présentation sommaire de la Direction Régionale de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi de l'Est

Le Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi (MJFPE) a été créé depuis le 6 janvier 2006 suite à la volonté du gouvernement d'intégrer la dimension jeunesse, formation professionnelle et emploi dans tous les projets et programmes de développement et de susciter la participation consciente de la jeunesse burkinabè à la construction d'une nation unie et prospère. A cet effet des Directions Régionales ont été créées dans les 13 régions du pays. De même, dans le souci de rapprocher davantage les agents techniques de l'Etat à la population, des Directions Provinciales de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi ont vu le jour en janvier 2012 avec la nomination des tous premiers directeurs provinciaux.

La Direction Régionale de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi de l'Est (DRJFPE/E) exerce sur le ressort de son territoire, les compétences et attributions qui sont dévolues au MJFPE. Des actions sont menées au profit de toutes les catégories de jeunes (diplômés, scolaires non scolaires, organisés en association ou non, travailleurs du secteur informel, chômeurs, sous employés, urbains et ruraux).

ORGANISATION

Pour mieux s'occuper des questions de jeunesse, de formation professionnelle et d'emploi des jeunes, la DRJFPE est organisée comme suit :

1. Le secrétariat du Directeur Régional
2. Les services techniques constitués du :
 - Service de la Promotion de la Jeunesse (SPJ) ;
 - Service de la Promotion de la Formation Professionnelle (SPFP) ;
 - Service de la Promotion de l'Emploi (SPE) ;
 - Service Administratif et Financier (SAF) ;
 - Service des Etudes, des Statistiques et de la Documentation (SESD).

Par ailleurs, cette organisation prend en compte les services déconcentrés et les services rattachés.

Les services déconcentrés de la Direction Régionale de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi de l'Est sont :

- la Direction Provinciale de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi de la Tapoa (DPJFPE/Tapoa) ;
- la Direction Provinciale de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi de la Gnagna (DPJFPE/Gnagna) ;
- la Direction Provinciale de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi de la Komondjari (DPJFPE/Komondjari) ;
- la Direction Provinciale de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi de la Kompienga (DPJFPE/Kompienga).

Les services rattachés de la Direction Régionale de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi de l'Est sont :

1. l'Antenne Régionale de l'Agence Nationale pour l'Emploi (AR/ANPE) ;
2. le service Régional du Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA) ;
3. le service Régional du Fonds d'Appui aux Initiatives des Jeunes (FAIJ) ;
4. le service Régional du Fonds d'Appui à la Promotion de l'Emploi (FAPE) ;
5. le service Régional du Fonds d'Appui au Secteur Informel (FASI) ;
6. le Centre Régional de Volontariat (CRV)

Quelques grandes activités de la DRJFPE au cours de l'année 2012

I. En matière de la promotion de la Jeunesse

Diverses actions sont menées au profit des jeunes afin de contribuer à leur promotion.

• Les actions de Formation des Jeunes en Entrepreneuriat

Cette action de formation vise à doter les jeunes des bases minimales de création et de gestion d'une micro-entreprise afin de faciliter leur insertion socioéconomique. A l'issue de la formation en entrepreneuriat, les promoteurs bénéficient de l'encadrement technique des formateurs pour le montage de leurs plans d'affaires, et les meilleurs projets sont sélectionnés pour financement. Traditionnellement, cette activité est exécutée dans le cadre du Programme de Formation de 5 000 jeunes en entrepreneuriat par an (PFE). Le Programme Spécial de Crédit d'Emploi pour les Jeunes et les Femmes (PSCE/JF) vient en renfort aux actions du PFE. C'est un programme gouvernemental qui vise à former 10 000 jeunes en entrepreneuriat dont 865 jeunes de la région de l'Est et à financer les meilleurs projets de ces derniers.

• Les actions menées en faveur des mouvements et associations de jeunes et de jeunesse

Les mouvements et associations de jeunes et de jeunesse bénéficient de l'encadrement technique de la DRJFPE/E dans la réalisation de leurs activités. Il s'agit notamment de l'accompagnement à l'élaboration des programmes et rapports d'activités, de l'encadrement technique au cours de la mise en œuvre de leurs activités, de l'appui à la rédaction des statuts et règlement intérieurs de nouvelles associations.

Il faut ajouter à cela qu'un répertoire des mouvements et associations de jeunes et de jeunesse de la région de l'Est a été créé dans le but de faciliter le suivi et la coordination des actions des associations de jeunes et de jeunesse.

• Appui à la dynamisation des Centres de Jeunes

La région de l'Est compte treize (13) centres de jeunes (Maison des Jeunes et de la Culture et Centre Communautaire). Ceux-ci bénéficient pour leurs fonctionnements de l'encadrement technique de la DRJFPE/E. Par ailleurs, la DRJFPE a contribué au recrutement et à la formation d'animateurs volontaires pour assurer le fonctionnement de ces dits centres.

• Grandes rencontres

Il existe deux principales rencontres qui se réalisent annuellement. Il s'agit notamment de la Journée Internationale de la Jeunesse (JIJ) et du Forum National des Jeunes (FNJ).

• **Le Forum National des Jeunes (FNJ)** est une rencontre annuelle entre les jeunes et les plus hautes autorités initiée depuis 2005 dans le but d'échanger sur les préoccupations des jeunes. A l'issue de cette rencontre des suggestions sont faites au gouvernement dans le souci de voir la résolution de leurs problèmes. Au niveau régional, chaque année la DRJFPE/E assure l'encadrement et l'accompagnement d'une délégation de jeunes de la Région de l'Est.

• **La JIJ** est une journée célébrée chaque année à la date du 12 août. Elle s'inscrit dans l'application de la résolution 54/120 adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 17 décembre 1999 conformément aux conclusions de la conférence Mondiale des Ministres en charge de la jeunesse. A cette occasion les jeunes réfléchissent sur un thème et mènent diverses activités en collaboration avec la DRJFPE.

III. En matière de la promotion de l'Emploi

• Le processus de mise en œuvre du Programme Spécial de Crédit d'Emploi pour les Jeunes et les Femmes (PSCE/JF)

Dans le processus de la mise en œuvre du Programme Spécial de Crédit d'Emploi pour les Jeunes et les Femmes (PSCE/JF), la DRJFPE/E depuis le 15 mars 2012, a véritablement entrepris une campagne d'information et de sensibilisation dans les six (06) communes de la province du Gourma. Dans la commune de Fada N'Gourma, les écoles et lycées professionnels ainsi que dans les centres de formation professionnelle formelle et non formelle en sont les bénéficiaires. Ces sorties ont permis aux participants de comprendre les actions et les activités contenues dans le PSCE/JF ainsi que les conditions de participation aux différentes activités telles que l'entrepreneuriat, le placement en stage et au volontariat ainsi que l'appui à l'installation des jeunes formés aux métiers. Au niveau de la DRJFPE/E les inscriptions en entrepreneuriat, au

volontariat aux différents stages ont débuté depuis le 15 mars 2012 et se poursuivent toujours.

• La mise en œuvre de l'Opération Permis de Conduire (OPC)

A chaque édition, la DRJFPE contribue à la mise en œuvre de l'opération permis de conduire (OPC). Cette opération qui permet aux jeunes d'obtenir un permis de conduire à un coût subventionné (27 500 FCFA) pour le poids lourd, vise à promouvoir l'emploi des jeunes dans le secteur des transports et aussi à améliorer la sécurité routière. Pour l'édition 2011 en cours d'exécution, 34 jeunes ont été recrutés dans la région de l'Est pour suivre la formation. Actuellement 17 d'entre eux sont titulaires d'un permis de conduire et le reste des candidats suivent toujours les cours dans les autos écoles.

• Contribution à l'organisation du Grand Prix du Secteur Informel

La DRJFPE/E contribue chaque année à l'organisation du Grand Prix du Secteur In-



Vue partielle des participants et des autorités (ci-dessous) à l'atelier de validation du plan d'actions du FRAFPE, le 27 janvier 2012



II. En matière de promotion de la Formation Professionnelle

L'économie libérale et concurrentielle qui fait du secteur privé le moteur de la croissance, a suscité une prise de conscience sur la nécessité de développer le capital humain, indispensable pour que le secteur privé puisse jouer son rôle de pourvoyeur d'emplois et de revenus. La formation professionnelle joue un rôle de premier plan dans ce cadre.

A cet effet, des activités sont réalisées par la Direction Régionale de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi de l'Est (DRJFPE-E) :

• Animation du Forum Régional des Acteurs de la Formation Professionnelle et de l'Emploi de l'Est (FRAFPE-E)

Malgré le rôle de plus en plus accru de la formation professionnelle et de l'emploi dans la Région de l'Est, les acteurs étaient confrontés à des difficultés énormes. Ce sont notamment le manque de cadre de concertation entre les acteurs, l'analphabétisme des apprenants (e)s, le faible niveau de qualification des formateurs et formatrices et des artisan(e)s, le faible niveau d'équipement des centres et ateliers de formation, l'insuffisance de lien entre l'éducation et la formation professionnelle qualifiante, le système de financement du secteur non maîtrisé, les difficultés d'insertion professionnelle des apprenants sortis des centres et ateliers de formation professionnelle. Sous l'impulsion des acteurs intervenant dans le domaine de la formation professionnelle et avec l'appui technique de la DRJFPE/E, il a été convenu de la création d'un Forum Régional des Acteurs de la Formation Professionnelle et de l'Emploi de l'Est (FRAFPE-E) qui est un cadre de concertation entre les acteurs publics et privés, les collectivités territoriales, les partenaires sociaux et les partenaires au développement.

A ce jour le plan d'actions du FRAFPE-E a été élaboré de façon participative et consensuelle et a été validé dans la salle de réunion du Gouvernorat au cours du premier trimestre de l'année 2012 sous la présidence du Président du Conseil Régional de l'Est.

Comme perspectives, c'est la mise en œuvre du plan d'actions du FRAFPE-E qui est attendue.

• Organisation et préparation de l'examen du Certificat de Qualification professionnelle (CQP)

Dans le cadre de l'organisation de l'examen de contrôle des compétences Professionnelles pour le certificat de formation professionnelle (CQP) session 2012 ; la Direction Régionale de la Jeunesse de la Formation Professionnelle et de l'Emploi (DRJFPE) a procédé aux inscriptions des candidats à l'examen du CQP sur la période du 15 février au 15 mars 2012. A cet effet cent vingt trois (123) candidats se sont inscrits. L'examen du CQP session 2012 se déroulera du mardi 3 au mardi 10 juillet 2012 surtout l'étendue du territoire national et concerne neuf (09) métiers. Pour le centre de composition de Fada N'Gourma, les métiers concernent la menuiserie métallique, la mécanique deux(02) roues, la mécanique automobile et la coupe couture.

• Suivi et accompagnement des centres et atelier de formation professionnelle de la région de l'Est

La DRJFPE-E organise des sorties d'échanges et d'appui-conseil auprès des promoteurs et des centres de formation professionnelle de la région. Elle donne son avis technique sur les ouvertures des centres de formation professionnelle, actualise le fichier des centres et met à la disposition desdits centres les référentiels de formation.

formel (GPSI). La formation des acteurs du secteur informel qui précède le Grand Prix contribue énormément à la valorisation de ce secteur pourvoyeur de richesses et d'emplois pour un plus grand nombre de burkinabè. A titre d'information, à l'édition 2011, un candidat de la région de l'Est, Monsieur THIOMBIANO Casimir, a reçu à Ouagadougou le deuxième Grand Prix du Secteur Informel dans le métier de la menuiserie bois.

• L'appui conseils aux demandeurs d'emploi

La Direction Régionale de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi de l'Est (DRJFPE/E) mène beaucoup d'actions en faveur de la population de la région de l'Est en général et des jeunes en particulier. Alors elle reste ouverte à toute personne désireuse de connaître davantage les différents services qu'elle offre aux usagers. Vous trouverez un personnel accueillant et suffisamment engagé pour accompagner l'insertion socio professionnelle des jeunes synonyme de paix sociale.

renseignent régulièrement les jeunes demandeurs d'emploi qui accèdent difficilement aux journaux.

Conclusion

La Direction Régionale de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi de l'Est (DRJFPE/E) mène beaucoup d'actions en faveur de la population de la région de l'Est en général et des jeunes en particulier. Alors elle reste ouverte à toute personne désireuse de connaître davantage les différents services qu'elle offre aux usagers. Vous trouverez un personnel accueillant et suffisamment engagé pour accompagner l'insertion socio professionnelle des jeunes synonyme de paix sociale.



Monsieur le Gouverneur de l'Est et le communicateur lors de la rencontre de zone à Fada le 26 janvier 2012.

Opinion**FEMMES ET ÉLECTIONS**

PAR DIANOU YEMPABOU



Mme Ouédraogo néée Thiombiano Kanfiéni, patronne du restaurant «La couronne», coordinatrice de l'association des restaurateurs et restauratrices du Gourma «Limanipo». Au plan politique, militante CDP, elle est conseillère municipale en 2000 pour son premier mandat et depuis juin 2006 pour son deuxième mandat. Elle est présentement présidente de la commission affaires économiques et financières de la commune urbaine de Fada.

Si on veut réellement que les femmes jouissent de leur quota de 30%, il faut qu'elles soient bien positionnées sur les listes. Et, le plus souvent, elles sont positionnées en bas de liste. Aux municipales passées, sur les 11 secteurs de la commune de Fada, j'étais première en tête de liste avec Mme Célestine Pitroïpa. Seulement deux (02) femmes. Dans les 9 autres secteurs, les femmes venaient en deuxième voire dernière position. Nos chances sont donc réduites dès le départ. Les femmes représentent pourtant le gros de l'électorat. Mais, nous sommes dans un monde où le pauvre est toujours confiné en arrière-plan. Et la pauvreté se conjugue au féminin. Nous n'avons rien. Or, qui dit campagne électorale dit ressources financières. Nous avons la volonté mais, elle seule, ne suffit pas pour battre campagne. Ici, il faut un minimum de moyens pour pouvoir convaincre l'électorat. Ensuite, il y a l'analphabétisme qui touche davantage les femmes que les hommes. Encore qu'aujourd'hui, être alphabétisé inclut savoir manier l'outil informatique. C'est encore un élément réducteur pour nous. Il y a une institution comme le NDI qui encadre et soutient les femmes dans le domaine de la culture politique mais, c'est essentiellement une aide en formation. Certes, il

est important d'avoir un bagage politique, c'est même d'un grand apport, puisque cela a pour but d'aider la femme à s'affirmer. Cependant, il faut des moyens pour battre campagne et, aucune institution ne finance la campagne des femmes. Aucune institution ne dit, «voilà, je mets tant de francs pour appuyer spécifiquement la campagne des femmes». Accompagner celles qui sont en tête de liste en logistique et finances pour battre campagne. Nous faisons donc du porte à porte, à pied ; celles qui ont des vélos ou des motos se débrouillent avec ça. Quelques fois, vous avez des gens qui veulent vous supporter dans votre campagne électorale, disposés avec leur moto à faire des kilomètres pour sensibiliser l'électeur en votre faveur et, il faut un minimum de moyens financiers. Un minimum au moins pour leur mettre le carburant, leur donner 200 F pour le collage en cas de crevaison, pouvoir leur payer l'eau.

C'est déjà bien qu'il y ait une loi, cela veut dire qu'on pense à la femme, au genre, qu'on la considère comme une compagne et non être inférieur qui vient après les hommes. Fixer un quota, c'est bon, certain sont à la parité ; on espère que nos enfants ou petits enfants arriveront à obtenir cette parité. Au-delà, je dirai que le quota, c'est bien, la parité c'est bien beau mais, nous sommes toujours sous le joug d'une pesanteur socioculturelle qui ne permet pas à la femme de parvenir à l'ouverture politique. Non seulement nous sommes renfermées sur nous-mêmes, mais encore, nous avons la pression de nos maris. Il faut savoir et pouvoir conjuguer la vie politique et la vie de couple dans le foyer. Et ce n'est pas évident. Mais, là encore, il faut reconnaître qu'il y a une avancée au Burkina. Aujourd'hui, ce n'est plus scandalisant de voir une femme prendre la parole dans une assemblée d'hommes. Il n'y a pas longtemps encore, la femme n'avait pas son mot à dire, que ce soit en société ou en famille.

Ses idées mêmes lui étaient commandées par son mari, à plus forte raison aller à une réunion et prendre la parole. Le changement ne peut donc pas venir d'un seul coup. C'est déjà une belle avancée si les femmes vont aujourd'hui à des réunions politiques. Il est vrai qu'il y a des maris qui acceptent encore mal cela. Ils fixent des horaires à la femme pour être à la maison et, à une certaine heure, si tu n'es pas rentrée, on se dit que tu n'es plus à une réunion politique mais que tu es partie en vagabondage sexuel. Ce n'est pas facile. L'éducation est telle que même le petit garçon se croit supérieur à la fille. C'est le mode d'éducation même qui est en cause; qu'il faut changer. C'est vrai qu'on voit des garçons balayer, faire la vaisselle, aider la maman à la cuisine. Dans le temps, ce n'était pas ça. Pendant que la fille fait la vaisselle, balaie, va chercher l'eau, le garçon est dehors à jouer. La formation en genre permet aux femmes de changer l'éducation de leurs enfants. C'est un travail de longue haleine. Tout ça pour dire que la femme a maintenant le droit à la parole, quitte à elle de savoir la prendre. La liberté d'expression est totale au sein du conseil municipal, seulement, il revient à la femme de s'exprimer, dire ce qu'elle pense, ne pas attendre d'être dans les coulisses pour dire, «voilà, c'est ce que je pensais, c'est ce que je voulais dire».

Pour la biométrie, et les élections couplées législatives/municipales, je suis un peu inquiète car, c'est une première. Maintenant, il faut que les partis politiques sortent pour sensibiliser les populations. Nous avons 34 villages au niveau de la commune de Fada et, je dis à la jeunesse, qui ne se fait pas prier pour revendiquer, que c'est maintenant qu'il faut s'engager, en sachant que

s'ils ont des droits ils ont également des devoirs. Qu'ils se donnent donc le temps d'aller s'enrôler pour pouvoir choisir leurs représentants politiques. Quand on est fier d'être Burkinabé, on a le devoir d'aller voter. Quant aux femmes, qui représentent près de 60% de l'électorat, je leur demande de ne pas se décourager et se battre pour obtenir les postes qu'elles désirent, lutter pour leur développement!

Agenda

Pierre Ouédraogo, Directeur régionale de la Jeunesse, de la Formation professionnelle et de l'Emploi de l'Est, invité de «Face à la presse locale» du samedi 14 juillet 2012.



Correspondance spéciale ALY MAMADOU ADAMOU
RETRAITE ANNUELLE 2012 DU BUREAU PNUD/NIGER

Quand le Pnud Niger vient s'oxygénérer à Fada

Du 6 au 8 juin dernier, le personnel du bureau du Niger du Programme des Nations-Unies pour le Développement (Pnud Niger) a séjourné à Fada pour sa retraite annuelle. Changer d'air vous oxygène l'esprit et le corps et, ce faisant relance vos facultés créatrices. Le Pnud/Niger a donc franchi la frontière pour, à la fois, relaxer et recharger ses batteries. En même temps, et il ne faut pas cracher dessus, il donnait le sourire aux caissiers de l'Auberge du 11 décembre et de l'hôtel Panache. Un séjour dans notre cité de Yendabili afin d'identifier les meilleures pistes pour «Bâtir une équipe autour des résultats de développement». Un thème de retraite qui confirme la volonté du bureau du Pnud Niger de «relever davantage le défi de mettre en place et d'opérationnaliser une équipe complète et efficace, en mesure de contribuer significativement aux résultats de développement au Niger». La rencontre a consacré l'esprit participatif, de partage et d'amélioration des connaissances, afin de promouvoir des réflexions et de permettre la formulation de recommandations et la prise d'engagements pour une meilleure performance du bureau. Au viseur, plusieurs objectifs parmi lesquels : le développement d'une compréhension commune sur les grands enjeux et défis du bureau ; la formulation de recommandations d'ajustements adéquats afin d'accroître le niveau de pertinence et de performance sur le terrain ; le renforcement du positionnement stratégique du bureau dans le pays focalisé pour le développement et la mise en œuvre de programmes de haute qualité et conformes aux priorités nationales ; le raffermissement de la communication et de l'esprit d'équipe ; la définition d'une meilleure configuration des fonctions au sein du bureau pour soutenir la réalisation des programmes en temps opportun et en services de qualité...



Fodé N'Diaye, le Représentant résident du Pnud Niger a rappelé les nouvelles orientations du bureau, indiquant notamment que le Niger ne saurait être en dehors du contexte international marqué par la difficulté de mobilisation de ressources. Ce contexte oriente le Pnud vers le développement et/ou la consolidation de partenariats et synergies avec les autres acteurs de développement (PTF bi & multilatéraux, secteur privé et société civile). Un changement s'impose donc pour 100% de performances et 0% de faute dans le sillage de l'agenda de transformation de l'organisation de l'Administrateur.

Un Comité de suivi composé de 7 membres volontaires a été officiellement installé, après une prestation de serment pour leur engagement à veiller au suivi strict de la mise en œuvre des recommandations issues de la retraite 2012. En guise de lettre de mission, le Comité de suivi a reçu sa feuille de route et son cadre logique comme aide pour la planification, la gestion et le suivi de la mise en œuvre des recommandations. Enfin, chaque staff a pris l'engagement individuel pour l'année 2012 de jouer un rôle à part entière dans la bonne marche de l'organisation et l'amélioration de ses performances.



Pour 20 ans de service au sein du Pnud, ils ont reçu à cette retraite 2012 des certificats signés par l'Administrateur.

Les Échos du Sahel

Mensuel d'informations locales, d'Intégration et de Développement

+226 40 77 77 18
+226 70 33 24 16
+226 78 83 80 53
+226 76 42 65 10
BP. 145 Fada N'Gourma Burkina Faso
Email : mboluvi@yahoo.fr

Récépissé n° 2011-044/CAO/TGI-F/PF
N° ISSN : 0796-8868

Directeur de publication
Guy-Michel BOLOUVI
Conseil de la rédaction
Justin LOMPO, NABA Yentema
Service commercial
Fatimata BARRY

Rédaction
Apollinaire Salembéré, Missom Koama, Japhet Benyidoba, Philibert Yentangou, Isadot, Guy-Michel Boloui, Kawé Jos, Dianou Yempabou, Issaka Hervé Combaré.

Conception graphique et Mise en page
Les Echos du Sahel
Impression
Industrie des Arts Graphiques (IAG-SA)
01 BP. 3202 Ouagadougou 01
Tél: 50 37 27 79 / Fax: 50 37 27 75

Distribution
SODIPRESSE 09 BP. 11315 Ouagadougou 09
+226 50 36 03 80

• Le courage de changer
ce qui peut l'être,
• la force d'accepter
ce qui ne peut l'être,
• la sagesse pour faire
la différence entre les deux !

TOURNÉE MINISTÉRIELLE D'ÉVALUATION DE L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA GESTION DE LA CRISE

PAR JAPHET BENYIDOBIA

“Nous ne sommes pas là pour endormir les gens”



Jean Couldiaty



Abdoulaye Combaray

Envoys à Fada pour recueillir l'état d'esprit dans la région de l'Est par rapport à l'avancement de la gestion gouvernementale de la crise, les ministres Jean Couldiaty, ministre de l'Environnement et du Développement durable et, Abdoulaye Combaray, ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture et de l'hydraulique, chargé de l'agriculture, ont fait face le dimanche 13 mai dernier aux corps constitués et aux forces vives de la région à la mairie de Fada. D'entrée, le ministre Jean Couldiaty a tenu à détendre l'ambiance en revenant sur l'acte de naissance du gouvernement Tiao : «comme vous le savez, nous ne sommes pas venus au gouvernement à l'issue d'élections générales. Nous sommes presque des combattants, venus, sans calcul, nous mettre à la disposition du Burkina, en tant que ses serviteurs. Donc, si effectivement il y a des choses à dire pour qu'on puisse améliorer les choses, le temps que viennent les élections couplées du 2 décembre et la mise en place d'un gouvernement à l'image du vote exprimé, nous sommes preneurs pour informer le gouvernement, le premier ministre et le président du Faso sur l'état d'esprit dans la région de l'Est». Au-delà des mesures prises par le gouvernement sur le problème de l'insécurité alimentaire, des hydrocarbures, Jean Couldiaty a invité l'assistance à aborder y compris des sujets d'intérêts particuliers, «fonctionnement du gouvernement, élections à venir...». Il rappelait que leur ambition «est de pouvoir conduire des actions concrètes, qui se voient et se mesurent».

L'assistance a d'abord écouté les deux ministres sur les sujets d'intérêt national. La mission consistait à «formuler les remerciements du Gouvernement et du président du Faso à l'endroit des forces vives de notre pays, syndicats, associations, organisations non gouvernementales, religieux, coutumiers, toutes les organisations de la société civile parce que si la paix sociale est revenue, ce n'est pas du seul fait du gouvernement, c'est du fait que vous avez pensé que la démocratie est quelque chose qui se construit tous les jours».

Sur le contexte de la mission, le ministre a eu ces mots : «Vous savez, il est toujours bon de savoir d'où l'on vient et, en particulier, en ce qui nous concerne, nous gouvernement du premier ministre Luc Adolphe Tiao. Nous venons d'une situation qui était difficile pour notre pays. Il s'agissait d'un certain nombre de revendications venant des scolaires, des universitaires, des jeunes et d'une partie de l'armée et qui a mis notre pays dans une telle difficulté que naturellement, suite aux différentes mutineries et au chaos qui commençait à s'installer, le président du Faso a dû prendre quelques décisions énergiques afin de faire revenir à la paix sociale». Entre autres mesures Jean Couldiaty évoquait celles intervenues au «niveau social, politique, la recomposition de la haute administration

Morceaux choisis

publique, depuis le gouvernement jusqu'au niveau des services déconcentrés». Donc, dira-t-il, «des décisions ont été prises, d'autres continuent d'être prises».

La question d'habillement des corps militaires et para militaires

«Un certain nombre de revendications qui étaient légitimes ont trouvé des solutions. Notamment, la question d'habillement des corps militaires et para militaires. On a programmé sur 4 ans, le règlement de cette affaire et déjà, pour cette année civile, chaque corps a eu droit à un budget de 1 milliard de francs pour reconstituer son habillement. Pour ce qui concerne les armes, il n'est peut-être pas bon qu'on aille dans les profondeurs, mais là aussi des décisions ont été prises et sont en cours d'exécution».

Indemnisation des victimes des mutineries : tel est pris qui croyait prendre !

«Pour ceux qui avaient été touchés à l'occasion des mutineries, et il s'agit essentiellement des commerçants, et de certains bâtiments publics. Il ya eu des solutions qui ont été dans le sens de l'indemnisation des victimes. Sans aller en profondeur, il y a eu deux camps. Premier camp, toutes les victimes qui avaient eu des dégâts jusqu'à hauteur de 1 million et demi. Les victimes ont été tout de suite indemnisées et rembourser, cash ! Dans le deuxième camp, il y a des entreprises et sociétés anonymes, à responsabilité limitée... Ceux-ci avaient d'abord obtenu un prêt pour leur permettre de réorganiser leurs activités, une avance en attendant l'évaluation des dégâts. Et quand l'évaluation a été faite, sur la base des déclarations des uns et des autres, nous étions -assez-vous bien- à plus de 24 milli-

ards de francs demandés par les commerçants. Mais nous sommes des Burkinabé et, on se connaît. Il y en avait, qui n'avaient eu absolument aucun dégât et qui étaient devenus des sinistres professionnels ; d'autres ont eu certains dégâts qu'ils ont tout naturellement enflés à souhait. Il y a des gens qui sont des fraudeurs professionnels et qui ont montré des matériels de fraudes. Il y en a certains mêmes qui se sont faits eux-mêmes des dégâts et qui ont dit que c'était les soldats... Bref, des enquêtes minutieuses ont été menées pour pouvoir tirer le vrai du faux. Naturellement, les 24 milliards ont fondu comme neige au soleil et nous en étions à un peu moins de 9 milliards de francs. Bien entendu, il y en a qui ont fait de fausses déclarations, et vous savez que les commerçants sont taxés au niveau des impôts en fonction de ce qu'ils gagnent. Pour ne pas payer beaucoup d'impôts, on se connaît, on déclare un



Vue partielle de l'assistance à cette rencontre du 13 mai à l'hôtel de ville.

Le carburant coûtait anormalement moins cher au Burkina

«Entre temps, naturellement, il y a des événements qui surviennent. L'attaque de la Libye par l'Otan, la déstabilisation au niveau de la Syrie, qui ont amené les bourses internationales à s'inquiéter et, bien entendu, la production de l'Or noir qui a pris un coup. De 75 dollars, le prix du baril de Brent est passé à plus de 125 dollars. Pendant les augmentations, parce qu'on n'augmente pas d'un coup, nous, on observe, on subventionne et on maintient le prix. Je crois que ça fait plus de 20 mois que le prix du carburant n'a pas augmenté. A partir d'un moment donné, quand on a fait le point, le gouvernement était à 30 milliards de subventions et la Sonabhy à 60 milliards, soit un total de 90 milliards. Pour ceux qui voyagent, ils savaient que le carburant coûtait anormalement moins cher au Burkina que dans les autres pays. Le gouvernement ne pouvait plus continuer de subventionner. Nous avons beaucoup communiqué puis, nous avons calculé pour voir le minimum qu'on pouvait faire et, c'était d'augmenter de 50 francs le prix du litre. Et malgré tout, nous sommes à peine au même niveau que les Ivoiriens qui ont une raffinerie, et que les autres pays de la sous-région. Voilà ce qui nous a amené à finalement dire que nous ne pouvons pas continuer de subventionner. Et le gouvernement est en train de mettre en place un système de fixation des prix pour un certain nombre de produits de grande consommation, y compris chez les transporteurs, parce que nous avons vu presque doubler les prix du trajet Ouaga-Bobo à cause de 50 F par litre de carburant. Donc, un certain nombre de mesures d'accompagnement sont en train d'être prises en plus d'un autre système pour pouvoir contrôler les prix».

Répliques et révélations

Certaines interventions ont ébranlé les nerfs du ministre Couldiaty qui n'a pu s'empêcher d'indiquer que «les membres du gouvernement sont à 75% issus de la société civile, des gens qui perdent beaucoup en termes d'argent, des gens, comme moi, qui n'ont que les indemnités et, donc, le salaire qu'ils avaient avant d'entrer au gouvernement est supérieur au salaire indiciaire d'un ministre». Il a, par exemple, «accepté de perdre des priviléges qu'il avait, et au Burkina, et en Europe, afin de se mettre à la disposition du pays». Ils ne sont donc pas là «pour endormir la population» comme un participant a eu à dire. «Beaucoup d'entre nous sont même pressés qu'arrivent les élections en décembre, afin de pouvoir retourner à nos occupations ordinaires». Et, de rappeler que «la mission n'a pas pour but de venir dire que le gouvernement a l'impression que les choses ont changé mais, plutôt ce qu'il pense, parce que nous sommes dans une situation spéciale et que le gouvernement a un devoir d'explication, parce qu'il gère le pays, gère les finances du pays. En temps normal, cette démarche devait incomber aux élus». Les interventions des participants ont donné lieu à d'autres révélations.

Morceaux choisis

La fluctuation des prix

Normalement, il ya des inspecteurs pour le contrôle des prix et, tous les mercredis, vers la fin du conseil des ministres, la parole est donnée au ministre du Commerce pour faire le point des fluctuations dans tout le pays.

Les écoles sous paillettes

Il n'y aurait plus d'école sous paillettes si on avait investi, ne serait-ce que 4 milliards sur les 90 milliards de subvention du carburant dans la construction d'écoles. Il y a présentement environ 4 000



Malgré des questions et remarques quelques fois embarrassantes, le ministre Coulibaly est resté à la hauteur des débats.



Eric Tougouma, le DG du CHR ci-contre, et Franck Elvis Compaoré, le DR de la police nationale sont au nombre des nombreux participants qui ont demandé certaines précisions aux délégués du gouvernement.

écoles sous paillettes dans tout le Burkina et, le premier ministre a donné des instructions fermes et un délai au MENA pour les faire disparaître.

Réfugiés maliens et sécurité

La question sécuritaire liée à l'affluence de réfugiés maliens dans le pays, est un gros problème mais, avec l'aide internationale et surtout le HCR, tout est circonscrit et le ministre de l'action sociale est régulièrement sur le terrain.

Irrigation

Concernant la question de l'irrigation, dans le cadre de la Scadd, il y a un grand programme sur l'agriculture et l'hydraulique d'environ 1 800 milliards de francs Cfa pour la réhabilitation de l'essentiel des barrages et pour en construire certains. L'Est est concerné par un certain nombre de barrage à réaliser.

Réhabilitation du gouvernorat

Au niveau du budget 2011, une provision de 2 milliards avait été prévue pour la réhabilitation des locaux administratifs. Mais, compte tenu de la crise, il y a eu un correctif budgétaire et, ces 2 milliards ont été réengagé dans la priorité de refaire fonctionner l'économie, à savoir dédommager les commerçants et réhabiliter les infrastructures qui avaient été endommagées par la pluie du 1er septembre 2010. Mais, actuellement, il y a un milliard de francs qui a été mis en œuvre pour pouvoir réhabiliter toutes les infrastructures et le matériel, notamment les gouvernorats et commissariats de police. Une maîtrise déléguée d'ouvrage est à pied d'œuvre.

Elections couplées

Pas de problème, toutes les dispositions ont été prise y compris la mobilisation de l'armée et, au besoin, d'hélicoptères pour les zones inaccessibles. Le soir du 2 décembre, il y en a qui vont pleurer et d'autres qui vont rire.

Effritement de l'autorité de l'Etat en relation avec le manque de moyens tant au niveau de la police que de celui de l'éducation nationale

Le ministre de la sécurité a été super costaud en obtenant le déblocage du carburant. Le problème se posait à ce niveau et, je crois que la plupart des services ont eu, à un moment donné, et peut être même jusqu'à présent, des problèmes de carburant. Tout simplement parce que les fournisseurs ont constaté qu'il circule plus de bons qu'ils en émettent. Les enquêtes ont montré que le Burkina est formidable, des gens vont en Chine et fabriquent des bons Total et Shell plus vrais même que les vrais. Donc, ils consomment sans payer. C'est cela aussi le problème de l'Africain, il est intelligent mais nuisible. Il a fallu changer et, si vous avez remarqué, les bons actuels sont de Oil Libya.

Le Centre hospitalier régional

Je crois que le DG est en train de trouver des solutions, le groupe électrogène, l'incinérateur des déchets hospitaliers... Je vous félicite ! Il faut continuer. Maintenant, l'hôpital est vétuste, c'est vrai et

d'aucuns disent qu'on a volé l'hôpital de Fada pour le donner à Tenkodogo. Je n'en sais rien. Si c'est le cas, la chance de Fada viendra également et, je me rappelle, quand j'étais petit, on a dit que l'hôpital de Fada qui a 40 ans maintenant, était prévu pour Kaya et qu'on l'a volé pour l'implanter à Fada. Qu'un ministre influent de l'époque, François Lombo, l'avait détourné et que, sur les caisses mêmes, il était marqué Kaya. Je ne sais pas mais, je crois qu'il faut laisser les rumeurs. L'hôpital de Fada est sur les papiers, le plan est conçu pour un coût d'un peu plus de 10 milliards de F CFA. Ça sera financé et ça va être construit. En attendant, le DG a élaboré un plan de mise à norme de l'hôpital et il va être rénové car il ne sera pas fermé.

Sonabel et délestages

Le ministre de l'énergie a décidé de créer 5 centres de production d'électricité dont Fada. Tous les chefs lieux de département du Burkina seront électrifiés d'ici 2015. Et, lorsque la ligne passe par un village, on installera un transformateur pour le servir. Il y a pour cela 79 milliards de F CFA.

Contribution financière des députés et ministres à la vie chère

Pour ceux qui demandent aux députés de donner 200 000 F et les ministres 500 000 F : les députés

sont indépendants. Quant aux ministres, c'est comme si vous connaissiez nos salaires, (rires). Mais, vous êtes terribles ! Laissez-moi vous dire que si je suis malade et que je n'ai pas d'argent, je vais mourir. Comme vous. Parce que je n'ai pas d'assurance maladie. Même le premier ministre n'en n'a pas. Nous n'avons pas d'assurance, on ne nous prend pas en charge nos frais de santé, ni ceux de nos femmes ni de nos enfants. Ça, c'est terrible au Burkina et c'est comme-ça. Parce que, si on le fait, comme l'autre le dit, on va dire "ah, tiens, il y a des priorités et puis on veut soigner les ministres". Puisqu'on ne veut même pas que le président du Faso achète une voiture pour son escorte. Les députés veulent même faire une cotisation pour avoir une retraite et on dit que c'est du luxe. C'est ça le Burkina !

Incivisme

Il y a des profs qui travaillent, les profs qui font de la politique, les profs qui incitent à l'incivisme. Je vous dis, pendant la crise, pendant que les gens tiennent et que les élèves sortaient pour casser, on a intercepté des messages de profs, et même de..., j'allais dire de hauts fonctionnaires, d'anciens ministres qui envoyaient «bravo ! continuez, bravo ! c'est bien fait pour leur gueule !» C'est ça le Burkinabé aussi malheureusement. Et, c'est ça malheureuse-

ment des gens qui croient que c'est comme-ça l'opposition.

Le prix du carburant

Par rapport au prix, il y a quelqu'un qui pense que je ne dis pas la vérité. Je pense que demain, vous ferez mieux confiance aux ministres. Je vais lui dire qu'au Bénin, ils sont à 625F/le litre ; au Burkina vous connaissez, à Ouaga c'est 606 F et à Bobo 590 F ; au Niger 579 ; au Sénégal 858 F ; le Togo 595. Ces pays sont au bord de la mer alors que nous, nous allons chercher pour amener à Ouaga. Si je n'allais pas dire la vérité, je n'allais même pas en parler.

Conclusion

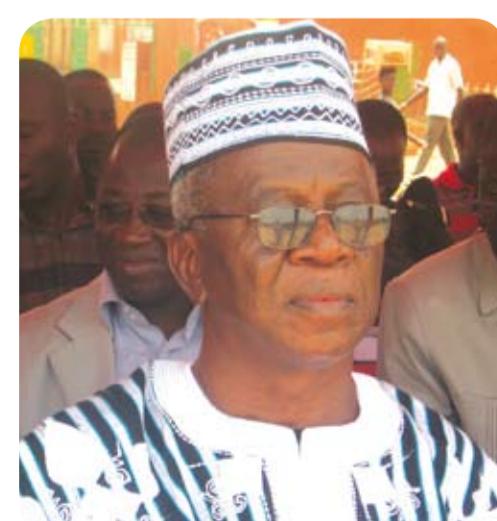
Je vais vous remercier pour votre disponibilité, pour votre écoute aussi et, soyez rassuré, nous allons revenir, nous ou une autre équipe. Parce que, c'est ce qu'on a décidé. Que le gouvernement va être à l'écoute, toujours à l'écoute. Vous informer des dispositions et des décisions et orientations, pour que vous puissiez comprendre et, surtout, pour que vous puissiez nous appuyer. Nous appuyer pour le maintien de la paix sociale, pour l'approfondissement de la démocratie et, surtout, nous appuyer pour que les élections se fassent dans le calme et de la manière la plus parfaite possible.

MÉDIAS ET COMMUNICATION

Face à la presse locale, 1^{ère} édition

PAR JAPHET BENYIDOBA

Dans notre précédente livraison, nous vous annoncions la création d'un cadre de concertation des responsables des médias de la région. Il était question, au-delà des échanges et dispositions à prendre pour une collaboration harmonieuse, d'initier des activités fédératrices et nourricière pour la quête d'informations des populations de la région. L'une de ces initiatives s'est concrétisée avec le lancement, le samedi 2 juin dernier de l'émission "Face à la presse locale". Un rendez-vous périodique avec les médias, radios et presse écrite de la région de l'Est, sur un seul plateau. "Face à la presse locale" est une initiative



Le Gouverneur de l'Est, Bertin Somda
1er invité de l'émission "Face à la presse locale"

de Yaya Soura, Directeur régional de la Communication de l'Est, portée et défendue par les responsables des médias publics et privés de la région. L'initiative vient du constat que les structures déconcentrées et décentralisées, les projets et programmes font un immense travail dont les résultats sont souvent méconnus des populations pour lesquelles elles travaillent. Défaut de visibilité, insuffisance de communication, carence d'information souvent fort préjudiciables à la conduite de nombreux programmes administratifs et de développement. "Face à la presse locale" est une émission périodique de 2 heures, qui propose le micro à ces responsables pour présenter leurs structures, dire comment elles sont organisées, quelles sont leurs missions et attributions, quel est l'impact de la mise en œuvre de leurs activités sur la vie des populations, les difficultés qu'elles rencontrent, leurs attentes vis-à-vis des populations... La première édition de l'émission "Face à la presse locale" a reçu le Colonel Major de Gendarmerie Bertin Somda, gouverneur de l'Est et donc premier responsable de la Région. A cette occasion, le gouverneur a eu à s'exprimer sur des questions qui ont porté sur les axes majeurs de la gouvernance : Administration générale ; Education, Santé, Economie et Emploi ; Situation alimentaire et Vie chère ; Sécurité des biens et des personnes et Désenclavement ; Accès à l'information ; Processus d'enrôlement biométrique. L'originalité de l'initiative "Face à la presse locale" est d'être une émission non seule-

ment portée par les premiers responsables des médias de l'Est, tous réunis dans un cadre de concertation pour la promotion de la communication dans la région, mais encore, et là est son intérêt en termes d'impact, elle est une émission retransmise en direct par toutes les radios émettant dans la région de l'Est. Notamment : radio "Buayaba" (Diapaga), radio "Tin Tani" et radio "Buamitandi" (Kantchari), radio "Manupugisa" (Piéla), radio "Buama" Gayéri, radio "Djawampo" et radio "Eveil" (Bogandé) ; les radios émettant à Fada : radio "Taanba", radio rurale "Koamba Lankandé", Radio Evangile Développement, radio "Tin Tua" et radio Fada FM. L'émission est également animée avec les confrères de la presse écrite de la région, notamment Sidwaya, Les Echos du Sahel et Labaali.

Que pense le gouverneur de la région de cette émission ? "Je ne pense que du bien de cette émission qui aurait dû arriver plus tôt (...) Dieu faisant bien les choses, nous avons maintenant un directeur régional de la Communication qui a de bonnes idées et qui veut que les choses bougent. C'est une très bonne chose".

Le second numéro de l'émission "Face à la presse locale" est prévu pour le samedi 14 juillet à 9 heures avec, comme invité, Pierre Ouédraogo, Directeur régional de la Jeunesse, de la Formation professionnelle et de l'Emploi de l'Est. Comme lors du premier "Face à la presse locale", les auditeurs peuvent appeler au 40 77 74 52 pour participer et enrichir le débat.

ÉLECTIONS COUPLÉES / LÉGISLATIVES ET MUNICIPALES 2012

Enrôlement à l'Est : bilan moyen



Lombo Bapougouni Julien, président de la commission électorale provinciale indépendante du Gourma ; coordonnateur régional de la Radho de l'Est (Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme).

1er Gnagna avec 115 426 inscrits, 2è Gourma 82 546, 3è Tapoa 72 789, 4è Komondjari 24 091 et 5è Kompienga 20 048. Un total de 314 900 enrôlés sur un potentiel de 580 654, soit une moyenne de 54,23%. La région vaut-elle moins ou plus que la moyenne ? On dira que les conditions, le contexte et tout ce qu'on voudra, entrent en ligne de compte. Avec la Cepi du Gourma on se fait une idée. Ce n'est pas le tapis rouge. Une bonne moitié d'électeurs potentiels restent en rade et, en fin de compte, peut-être qu'il faut se féliciter d'avoir obtenu la moyenne sur l'ensemble de la région. On avait essentiellement pensé aux intempéries climatiques. D'autres facteurs se sont invités pour une rallonge des jours d'enrôlement dans la région de l'Est à 15 jours au lieu de 10.

logie, qui nous a trouvé un siège au stade municipal, les locaux sont assez bien, on ne se plaint pas. Quoi qu'il en soit, Lombo Julien rappelle leur devoir : «nous avons prêté serment à la Justice et, s'il y a un couac... une fois ici, c'est fini, on est apolitique ; même si on avait une famille d'origine, c'est fini. Si on surprise quelqu'un qui est là et qui veut faire des choses qui ne sont pas catholiques... la Justice va sévir». Malgré les problèmes liés à «ce que les gens pensent», au contexte matériel qui fait que «souvent, il faut

libérer son génie pour résoudre certaines difficultés» le président de la Cepi du Gourma se veut rassurant sur la bonne conduite du processus ainsi engagé en direction des élections couplées du 2 décembre 2012. Les obstacles naturels seront eux-mêmes domptés. Y compris l'accessibilité très difficile à certains villages, «il y a des zones, quand il commence à pleuvoir, il faut la pirogue, et pour ça la Ceni a dit avoir vu l'armée et qu'ils ont décidé de travailler en symbiose, ils vont amener des hélicoptères».

Enfin, la région de l'Est est une zone fortement agricole et «les gens sont en train de se déporter dans les champs... C'est une de nos inquiétudes dans la Cepi du Gourma et en général au niveau de toutes les Cepi de l'Est. Nos parents vont dans des hameaux de culture où forcément il n'y avait pas un site d'enrôlement. Nous avons demandé aux partis politiques, aux organisations de la société civile, aux religieux et coutumiers de jouer chacun sa partition».

Les moyens ne suivent pas



Lamoudi Thiombiano, maire de Matiacoali

Quelle est la problématique de l'état civil au niveau de votre commune ?

La problématique se pose en termes de moyens parce que la commune de Matiacoali ne ressemble pas aux autres communes, du fait de l'enclavement de beaucoup de nos villages et hameaux. Comme les moyens ne suivent pas, les gens ne viennent pas au niveau central de l'état civil pour se faire enrégistrer. Il nous faut donc

faire le déplacement et il faut des moyens. Il n'y a que huit (08) CSPS pour toute la commune qui est la plus vaste non seulement de la province mais de tout le Burkina. Il y a des villages qui sont situés à 80 km du centre. Sans compter les villages enclavés qui ne sont accessibles qu'en pirogue, surtout vers le Nord.

Comment va donc s'y dérouler l'opération d'enrôlement ?

Au moment où je vous parle, soit quatre jours après le début officiel de l'enrôlement, il y a au moins une dizaine d'enrôleurs qui n'ont pas encore pu joindre leurs sites. Et beaucoup de ceux qui ont rejoint leurs sites, ont des problèmes de fonctionnement des appareils, y compris au centre ville.

Quel rôle le maire joue dans de processus ?

La Ceni et ses démembrements sont indépendants mais en tant qu'homme politique, je suis du CDP, j'ai fait certains villages parmi ceux qui sont accessibles par route, pour sensibiliser les gens à sortir pour s'enrôler.

Problèmes de terrain

Conformément au calendrier de la Ceni, nous avons pu démarrer l'enrôlement le 1er juin. Il faut cependant avouer que cette première journée a connu beaucoup de difficultés, au plan technique mais aussi au plan communautaire. Au niveau technique nous avons constaté que certains kits n'étaient pas complets et nous n'avons pas pu déployer les opérateurs sur certains sites. En outre nous avons fait face à des matériels qui ne fonctionnaient pas à moins qu'il ne s'agisse d'un défaut de maîtrise des agents opérateurs. Grossièrement, la première journée est à considérer comme une journée d'essai et il n'y a pas eu un bon nombre d'enrôlés. Les tâtonnements ont continué le second jour et à partir du 3 juin, les choses ont commencé à aller mieux. Mais ça reste pénible car il faut pratiquement une quinzaine de minutes pour une opération. Passons sur le cas d'imprimantes qui ne fonctionnent pas et où donc les opérateurs enregistrent mais ne peuvent délivrer la carte, et aussi les endroits où le scanner refuse de reconnaître des empreintes. Par rapport au cas spécifique de Diapangou, nous avons connu un problème avec des villages



Salif Yada, maire de Diapangou

limitrophes de la commune voisine de Diabo, en l'occurrence à Maoda. Il faut dire qu'il y avait un conflit latent à ce niveau et des individus de Maoda sont venus interrompre l'enrôlement des gens des villages voisins comme Tialba, Otia-bougouni et Sikideni. Les autorités aux niveaux régional, provincial et communal ont été saisies et les choses sont rentrées dans l'ordre.

Qu'est ce que la biométrie ?

C'est essentiellement à la lutte contre le terrorisme que la biométrie tient son succès. Notamment avec l'usage des techniques permettant de reconnaître et d'identifier un individu en minimisant au maximum la possibilité d'erreur. La biométrie permettant la reconnaissance des caractéristiques physiques comme les empreintes digitales et vocales, l'iris, la rétine qui offrent une preuve irréfutable de l'identité d'une personne puisqu'elles constituent des caractéristiques biologiques uniques qui distinguent une personne d'une autre et ne peuvent être associées qu'à une seule personne. Sinon, la biométrie désigne, de façon générale, l'étude des êtres vivants sur le plan quantitatif et est plus courant en médecine où elle désigne les mesures réalisées grâce à l'échographie : biométrie foetale durant la grossesse ; biométrie oculaire ; etc.

Pour rester dans les généralités, la biométrie, en médecine, permet de suivre l'évolution de la croissance de l'enfant à l'intérieur de l'utérus de la maman. Au début de la grossesse, cette mesure concerne essentiellement la longueur entre le crâne et le bout des fesses, c'est la longueur craniocaudale. Par la suite, les mesures s'effectuent au niveau de la tête : le diamètre entre les deux lobes pariétaux par exemple. Les mesures de l'abdomen et du fémur sont également recherchées. D'autres mesures peuvent également être faites comme celles des os du pied entre autres.

C'est cette capacité d'analyse mathématique des caractéristiques biologiques d'une personne et, donc, son identification de manière irréfutable, qui fait que la biométrie est aujourd'hui récupérée par les systèmes électoraux.

Evidemment, telle que présentée, cette technique qui garantit l'unicité de l'enrôlement des électeurs, a pour une fois, fait l'unanimité chez les acteurs politiques du continent, ces gouvernants et opposants perpétuellement empêtrés dans des querelles de fraudes électorales. La biométrie n'assure cependant que la suppression des votes multiples. On a vite oublié que la fraude électorale a eu le temps de prendre des formes multiples en Afrique et, encore, que malgré toutes ses vertus, elle reste une trouvaille humaine qui ne saurait être parfaite et infaillible face au génie de la triche. Qu'importe, pour adopter la mode, le Burkina devra se farcir de près de 45 milliards de nos francs pour soumettre à la biométrie les opérations et actions des élections couplées de décembre 2012.

ÉLECTIONS COUPLÉES / LÉGISLATIVES ET MUNICIPALES 2012

Le PDDC accompagne le processus d'enrôlement et renforce les capacités des animateurs radios en production d'émissions dans un contexte électoral

Quoi de plus normal que de trouver le Programme Décentralisation/Développement Communal (PDDC) dans les coulisses de la préparation des élections couplées de décembre 2012 dans la région de l'Est. Derrière les décors, derrière la scène, sur les côtés, hors de la vue des spectateurs. Exactement comme les techniciens dans les coulisses d'un théâtre, le PDDC a entrepris de jouer sa partition pour le succès de la scène dont la Ceni tient le premier rôle. Le PDDC a tant semé des graines pour l'essor des services communaux d'état civil, qu'il est dans l'ordre des choses de le retrouver dans les coulisses de la moisson de l'acte d'état civil par excellence : l'acte de naissance. Avec les élections, en effet, sonne l'heure du fichier électoral, l'heure de l'acte de naissance, ce «diplôme» d'état civil qui ouvre l'accès à d'autres actes dont celui de l'expression de sa citoyenneté par l'enrôlement pour des élections.

En appui aux efforts de la commission électorale nationale indépendante (Ceni), le PDDC a initié, du 28 mai au 4 juin, au niveau des chefs lieux de provinces de la Région de l'Est un forum sur «la problématique de l'état civil : enjeux par rapport aux élections de 2012». Objectif : «créer un espace d'échanges sur les insuffisances et les défis à relever pour garantir, sinon favoriser la disponibilité des actes d'état civil aux citoyens en âge de voter et de fournir par effet direct un fichier électoral exhaustif au niveau de la Région de l'Est». Tour à tour, et sous la présidence et la modération des hauts commissaires, les chefs lieux de provinces Pama, Gayéri, Bogandé, Diapaga et Fada N'Gourma ont abrité le forum et ont eu droit à deux communications, l'une sur «les statistiques globales de la population, enjeux sur le développement : cas de la région de l'Est» et, l'autre, sur «l'état civil et les élections de 2012, quels défis?». Ces communications ont été animées respectivement par Godo Savadogo, le directeur régional de l'Institut national de la statistique et de la démographie de l'Est et, Yaya Soura son homologue de la Communication. Des animateurs choisis en raison de leur place dans la



(De gauche à droite) Maxime BOUDA (Kompienga), Patrice SORGHO (Komondjari), Séverin SOME (Gnagna), Antoine OUEDRAOGO (Tapoa), Alfred GOUBA (Gourma), les Hauts Commissaires ont été les modérateurs de ce forum sur l'état civil.

gestion des données et de la communication. Le même soin a été respecté dans l'identification des participants. Tous acteurs impliqués de près dans le débat sur la citoyenneté : OSC, coordinations de femmes, de jeunes, associations, religieux, coutumiers, radios locales, ONG, élus, tutelle, organisations des droits de l'homme, partis politiques, opérateurs économiques, justice, police nationale... Il s'est agit partout, le temps d'une journée, de permettre à ces acteurs de plancher et d'échanger autour du fonctionnement de l'état civil, d'en tirer des enseignements et de proposer des recommandations à même d'améliorer ses

éventuelles insuffisances. Ce forum, prévu pour se tenir en avril et ainsi précéder l'opération d'enrôlement, est finalement intervenu à la veille et pendant l'enrôlement biométrique dans la région. Qu'importe, sa teneur restant constante. A savoir, rappeler que chacun doit pouvoir, tout d'abord, se faire enrôler et, ensuite, sensibiliser son entourage à faire de même et, au-delà, permettre aux centres d'état civil de retrouver toute leur importance, tant dans la production des actes d'état civil que dans celle des statistiques d'état civil. De fait et, dans la pratique, dans le cadre des élections à venir, l'acte de naissance, le jugement supplétif d'acte de naissance et la

carte nationale d'identité burkinabé sont, l'une ou l'autre, suffisante pour se faire enregistrer et obtenir sa carte d'électeur.

Ce forum intervenait après un atelier de «renforcement des capacités des animateurs radios en production d'émissions de sensibilisation, de mobilisation et d'éducation citoyenne dans un contexte d'élections», qui a réuni les acteurs des médias de la région, du 7 au 11 mai autour de la problématique : «faire de la communication au moyen des radios locales, un facteur de participation et d'expression citoyenne aux élections».

Renforcer les capacités des animateurs radios en production d'émissions dans un contexte d'élections

Une semaine durant, du lundi 7 au vendredi 11 mai 2012, le PDDC a réuni des animateurs radios et des rédacteurs de la presse écrite dans une salle du Ficod pour une session théorique et pratique de communication en période électorale. Entre autres modules, les animateurs radios ont travaillé sur les sujets utiles aux populations en période d'élection comme c'est le cas présentement au Burkina où l'on tente le défi de réussir l'organisation couplée des législatives et des municipales. Un contexte inédit qui interpelle davantage les professionnels de la communication dans leur devoir de responsabiliser les populations par un accès à l'information et en période électorale, à une information utile, de discernement, d'apaisement, citoyenne. Les participants à l'atelier ont formulé une batterie de sujets, la preuve qu'il y a beaucoup à faire et que le PDDC a vu juste avec cette initiative d'éveiller des consciences pour la réussite des élections. Un atelier pour rappeler aux animateurs radios leur rôle de communicateur de proximité, la rigueur requise pour une information de qualité, le devoir d'accompagner le processus électoral en tant qu'expression de la citoyenneté et, donc, celui de préparer les électeurs à l'échéance. Répartis en 5 équipes de reportage, les participants, toutes structures confondues, ont fait le terrain pour illustration avec la réalisation de deux magazines sur les thèmes «Qui peut-être élu local ?» et «Pourquoi voter ? Qui voter ? Comment voter ?»; un dossier «Conditions pour être électeurs»; un portrait «Mme Thiombiano, Femme modèle en politique»; et un reportage presse écrit «Je suis jeune, en quoi les élections déterminent-elles mon avenir ?». Il est apparu que les sujets liés aux élections sont suffisamment nombreux pour motiver cet atelier de mobilisation des médias pour combler les attentes des populations en informations utiles et pratiques, depuis les opérations d'enrôlement jusqu'au vote. Les participants à cet atelier venaient de toutes les structures médiatiques de la région.



Listes des médias représentés à l'atelier

- | | |
|---------------------------------------|--|
| Presse écrite
Radios | <ul style="list-style-type: none"> • Labaali • Les Echos du Sahel
<ul style="list-style-type: none"> • Boayaba (Diapaga) • Djawoampa et Eveil (Bogandé) • Manupugisa (Piéla) • Buama (Gayeri) • Tin Tani et Buamitandi (Kantchari)
<ul style="list-style-type: none"> • Koamba Lankoandé • Taamba • Radio Evangile Développement • Tin Tua • Fada FM |
|---------------------------------------|--|

Maoda ou Tialba ?

Un litige foncier s'invite dans l'enrôlement

Avis aux géographes et topographes. La plaque sur la route Fada-Koupela qui porte le nom «Maoda», aurait-elle dû porter le nom «Tialba» ? Une source proche des autorités communales indique que l'erreur aurait été commise au moment du bitumage de la route Fada-Ouaga, qui autrefois passait par Diabo. La plaque serait aujourd'hui à un endroit revendiqué par les deux villages, Maoda (Diabo) et Tialba (Diapangou), d'où le litige foncier qui s'est invité à l'heure de l'enrôlement. Les gens de Maoda ont exigé que leurs voisins de Tialba soient enrôlés sous la bannière de Diabo plutôt que celle de Diapangou. Le carrefour de «Maoda» avec les bifurcations sur Diabo d'un côté et Tibga de l'autre serait situé en plein dans le village de Tialba. Pour preuve, la concession située au carrefour est celle du chef de Tialba. Selon un quinquagénaire de la région, «ce qui est curieux, j'ai la cinquantaine et je n'ai jamais entendu parler de problème entre ces deux villages jusqu'à ce qu'on parle d'enrôlement. Maintenant, j'entends que les habitants sont de Diapangou mais que la terre appartient à Diabo. En 2005, pour les municipales, Tialba a été enregistré comme appartenant à la commune de Diapangou. Alors où est le problème ? A mon avis, nous sommes encore face à un problème de chefferie. Diabo comme Diapangou est empêtré dans une chefferie à deux couronnes et cela n'est pas sans influence sur les prérogatives et prétentions à Tialba et Maoda». Serions-nous en présence d'un débat entre limites foncières coutumières et tracés administratifs ?

Sans être misogyne, la douane semble faire peur aux femmes. Les chiffres disent que la douane est un piètre don Juan. Sur un effectif de 1 506 agents, la douane ne compte que 63 agents féminins, tous grades confondus, dont 12 au grade d'inspecteur divisionnaire. La région de l'Est peut donc s'estimer bien élue d'avoir l'une d'elles comme patronne de la direction régionale. En l'occurrence, l'Inspecteur divisionnaire des douanes, Pulchérie Dabiré née Somda, qui a pris fonction à Fada le 8 février 2012. «Il ya eu des devancières à ce niveau de responsabilité et à des niveaux plus élevés» constate-t-elle. Mais, présentement au niveau déconcentré, elle est la seule. Elle siège également au Conseil de direction de la douane, où elles ne sont qu'au nombre de trois (03) sur 16 membres. Ses deux autres collègues femmes occupent des postes de responsabilité dans des directions centrales. La directrice régionale des douanes de l'Est, Pulchérie Dabiré/Somda a bien voulu recevoir «Les Echos du Sahel» au sortir d'une tournée de reconnaissance de son «territoire» et d'une prise de contact avec ses agents et partenaires professionnels.

Pourquoi avez-vous initié des rencontres avec les importateurs-exportateurs et les transitaires ?

En fait, après une tournée dans les offices de douane de la région, les rencontres organisées les 16 et 18 mai 2012, respectivement avec les importateurs et exportateurs, et avec les transitaires, étaient la dernière série des prises de contact que nous devions faire parce que nous venons de prendre service à la Direction régionale de l'Est. Nous avons initié ces rencontres parce que nous venons de prendre service et avons pensé qu'il était bon d'aller à la rencontre de nos partenaires pour une prise de contact et pour jeter les bases de notre action. Parce que nous voulons établir une bonne collaboration avec nos partenaires à travers la communication d'informations sur la réorganisation et l'exécution du service.

Quel a été le message porté à l'endroit des importateurs et exportateurs ?

Cette rencontre a été en fait une séance de sensibilisation des opérateurs qui sont nos partenaires de tous les jours. Il fallait d'abord se faire connaître et saisir l'occasion pour échanger sur certains points. Il s'est agit, d'une part, de les sensibiliser sur les missions assignées à l'administration, en général, et à nous-mêmes au niveau de la région de l'Est ; d'autre part, leur communiquer les objectifs à atteindre pour cette année 2012 et, de ce fait, les informer sur la réorganisation qui a été mise en place à travers l'adoption pour application d'une série de mesures d'urgence de lutte contre la fraude. Nous les avons remerciés pour leurs efforts qui nous permettent de mobiliser les recettes au profit du budget de l'Etat. Nous les avons aussi rassuré que nous sommes là pour les accompagner mais, dans le respect de la réglementation douanière. Nous avons enfin, sollicité leur adhésion à l'action du service afin de nous accompagner dans la réalisation de notre mission.

Et quel a été le sujet avec les transitaires ? Nous leur avons rappelé qu'en tant qu'intermédiaires entre l'importateur/exportateur et l'administration, ils sont nos collaborateurs directs. Le transitaire est le technicien chargé d'accomplir les formalités en douane pour

«Partenaires et non adversaires : c'est le manque d'informations qui amène certaines incompréhensions»



Pulchérie Dabiré née Somda, Inspecteur divisionnaire, Directrice Régionale des douanes de l'Est, en fonction depuis le 8 février 2012.

le compte de l'importateur ou exportateur. Le message avec eux, a été à peu près le même que celui délivré aux opérateurs économiques avec, en plus, une invite à travailler dans le respect de la réglementation, en donnant les bons conseils à leurs clients. Nous les avons aussi remerciés pour leur collaboration qui a permis d'atteindre les résultats déjà obtenus, et leur avons demandé d'adhérer et de collaborer à l'action du service pour la réalisation de nos missions.

Auparavant, vous avez effectué une tournée de vos offices ; qu'avez-vous dits à vos agents sur le terrain ?

Effectivement, avant d'arriver aux opérateurs et aux transitaires, nous avons pris le temps d'aller sur le terrain. C'est la première fois que je viens à l'Est et, donc, je ne connais pas l'étendue de ce qui est ma zone de compétence. Il me fallait aller à la rencontre de mes agents et connaître le terrain, visiter nos offices et, il y en a sept (7) au total dans la région. Le message que nous avons porté aux agents est celui que nous mêmes avons reçu de notre ministre de tutelle. Tout d'abord, les féliciter pour le travail déjà abattu et qui a permis d'avoir un bon niveau de recouvrement des recettes sur la période 2011 et sur les premiers mois de 2012 ; nous avons déjà fait de bons résultats et il fallait féliciter les agents car, quand vous aller sur le terrain, vous vous rendez compte que ce n'est pas un travail facile. Ensuite, leur traduire les encouragements du gouvernement et de la hiérarchie à maintenir le cap et à toujours persévérer dans ce dynamisme. Egalement, leur communiquer les attentes du gouvernement vis-à-vis de notre administration et des agents de douane pour cette année 2012 et les années à venir. Enfin, les inviter à un changement de mentalités et de comportements afin de répondre à ces attentes et pour accomplir au mieux les missions à nous assignées.

A quel bilan êtes-vous parvenu au sortir de ces rencontres ?

La région de l'Est est vaste, elle comporte des zones difficiles d'accès, mais, bon, nous avons constaté les réalités du terrain et au sortir des rencontres, nous pensons avoir jeté les bases de

merçants également. C'est-à-dire que tout le monde est venu et beaucoup sont restés debout. Cela veut dire qu'il y avait un besoin de communication. C'était un exercice qui est loin d'être facile puisqu'il est question ici d'intérêts divergents et ce n'est pas gagné d'avance. Nous le savons mais, au moins, nous nous satisfaisons du fait qu'on ait pu échanger dans la discipline et chaque partie a pu se faire comprendre. Oui, nous pensons le renouveler, autant que faire se peut, pour nous faire comprendre et aussi pour mesurer la satisfaction des usagers vis-à-vis du service. Cela peut nous permettre de nous améliorer tous et d'avancer. Nous sommes partenaires et non adversaires.

Peut-on parler d'enjeux et de défis pour la douane dans la Région de l'Est ?

Les enjeux se résument à l'atteinte des objectifs quantitatifs et qualitatifs assignés à notre administration, en général et, particulièrement à notre région, malgré les contraintes majeures que sont l'insécurité et l'incivisme. Faire comprendre aux partenaires qu'ils sont les acteurs du développement. Nous avons pris le temps de leur expliquer le respect de la réglementation douanière, pourquoi il faut payer et, nous pensons qu'ils ont compris. Ils ont posé des doléances qui sont presque inaccessibles mais, nous les comprenons parce qu'il n'est pas facile de payer. L'enjeu, c'est l'établissement d'une bonne et franche collaboration avec nos partenaires. Quant aux défis, je dirai que c'est tout d'abord, assurer au mieux l'action du service par la consolidation des recouvrements des recettes au profit du budget de l'Etat, la lutte efficace contre la fraude, notamment la fraude sur le carburant et les motos. Et ce, malgré la situation particulière de la région de l'Est, connue pour être une zone d'insécurité. C'est aussi réussir à faire adhérer les agents, les opérateurs et collaborateurs que sont les transitaires, à la réorganisation que commande l'environnement actuel. C'est, enfin, opérer le changement de mentalités et de comportements nécessaires, à tous les niveaux, à travers la sensibilisation, afin de réussir l'atteinte des objectifs de recettes, de lutte contre la fraude et l'amélioration de l'image de notre administration.

PROPOS REÇUEILLIS PAR
GUY-MICHEL BOLOUVI

RESTAURANT LA COURONNE
TEL 40-77-05-35 CEL 70-28-67-87
Au centre ville face à l'ONATEL

**UNE SALLE DE PLUS DE 50 COUVERTS, SERVICE TRAITEUR,
 SPÉCIALITÉS SUR COMMANDE, PAUSE-CAFÉ, ETC.**

En toute heure, SERVICE RAFFINÉ pour votre bon goût

LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LES STUPÉFIANTS

Saisie d'un impressionnant chargement d'amphétamines par la brigade mobile de douane

A Fada, on ne voit que le trafic «à ciel ouvert» du carburant. Pour ceux qui ont érigé ce business en petite économie locale, ils sont dans leur bon droit. Aux douaniers qui les empêchent de s'approvisionner et vendre en toute quiétude, ils répondent invariablement que c'est cela où aller en Côte d'Ivoire. Les caprices de la pluviométrie leur offrent également l'alternative de vivre de la terre. Acheter à un max de 325 F le litre au noir au Bénin et le revendre au jour à Fada à 700 F. Juteux ! La douane a du pain sur la planche, surtout quand s'invitent des trafiquants d'un autre genre, ceux des produits prohibés. Au petit matin du 17 juin, la douane a mis la main, à Nayouri, sur un véhicule bourré d'amphétamines. Oui, cette substance dopante utilisée pour améliorer les performances intellectuelles ou sportives.

Dans la nuit du samedi 16 juin dernier, une équipe de 4 personnes de la brigade mobile démarre à 1 heure du matin pour une patrouille sur l'axe Fada-Pama. Sa mission : contrôler les entrées de carburant. La nuit durant, elle effectue de petits contrôles jusqu'à Pama. Chemin faisant, la patrouille rencontre un véhicule personnel qui prend la fuite en réponse à l'injonction de se soumettre au contrôle. «Ils ont essayé de le poursuivre mais, comme c'était la nuit, c'est dangereux, ils ont renoncé pour continuer leur mission jusqu'à Pama» explique le contrôleur de douane, Nikiéma Pimbi, adjoint au chef de la brigade mobile. De retour à Fada, la patrouille se rend à la station pour s'approvisionner en carburant. Surprise. Les douaniers aperçoivent le véhicule fuyard sortant de la ville. Visiblement, il s'était caché après la poursuite et, le calme revenu, poursuivait sa route. Bénissant l'ange gardien des gendarmes, la patrouille entreprend de



Le chef de brigade, Yameogo Gbissiké, inspecteur divisionnaire des douanes

suivre discrètement le fuyard qui emprunte alors la route de Bogandé. Une trentaine de kilomètres plus tard, au niveau du village de Nayouri,

Les trafiquants et fraudeurs sont passés maîtres dans l'art du chargement. Ici la voiture appréhendée à Nayouri, bourrée d'amphétamines, depuis le coffre jusqu'à l'emplacement des sièges démontés pour faire plus de place et, au plancher.



le fuyard effectue une fausse manœuvre pour prendre la brousse et percuter une maison au bord de la route. Sans demander son reste, le conducteur s'en extirpe et prend ses jambes à son coup. Les douaniers tombent sur un véhicule bourré de cartons d'amphétamines, du coffre aux sièges passagers qui ont été ôtés pour faire plus de places à la cargaison. Le véhicule avec son chargement est conduit à la brigade et son conducteur enregistré «inconnu fugitif». Tout comme la marchandise, dans ce cas de transport de produit prohibé, le véhicule est confisqué.

Cette cargaison

d'amphétamine, comme tout produit prohibé, sera acheminée à une section spéciale de la direction générale de la douane et détruite par incinération. Souvent sous le feu des médias. En revanche, pour le carburant saisi, la procédure est autre. Nikiéma Pimbi, l'adjoint au chef de la brigade mobile : «Pour le carburant, il y a un problème. C'est un produit dangereux et nous ne pouvons pas le garder très longtemps ici à la brigade». N'ayant pas le conditionnement

approprié pour le conserver, tout comme il en est pour nombre de produits périssables, «nous avons des formalités allégées pour les libérer assez rapidement. Nous faisons une sorte de transaction : ils repayent le produit au prix du marché local, nous leur établissons une quittance et un reçu et ils enlèvent leur produit saisi». Ainsi que l'indique Kiéma Guy-Prosper, assistant de douane, «normalement, ces produits saisis sont destinés à la réexportation mais, nous n'avons pas les moyens de suivre pour cela. On leur vend le litre d'essence jusqu'à 650 F, pour les amener à ne pas s'en sortir et donc les décourager de poursuivre leur activité frauduleuse». Le trafic de carburant étant si bien répandu dans la région, ces pénalités sur les saisies constituent l'essentiel des recettes de la brigade.



Nikiéma Pimbi, adjoint au chef de la brigade mobile



Doussa Abdoulaye,
trésorier de l'association
des exportateurs de bétail de Fada (AEBF)

«Elle va mieux nous comprendre, nous allons toujours nous entendre»

Une femme à la direction de la douane ? Les opérateurs économiques de la région avaient accueilli la nouvelle avec appréhension. Jamais, ils n'avaient vu une femme à ce poste et, bonjour les aprioris. Doussa ne le cache pas, «comment approcher une femme, était notre grande préoccupation». Mais voilà, grande et agréable fut leur surprise : «elle a pris l'initiative de nous inviter pour qu'on vienne s'asseoir, faire connaissance, discuter, parler de nos problèmes... Vraiment, ça a été une très grande joie pour nous d'avoir rencontré le DR ou bien la DR de la douane». Ouf ! Comme il l'explique, «avoir en face une femme, ça pose problème parce que, entre une femme et un homme, le contact est plus difficile, surtout quand vous ne vous connaissez pas». En réalité, convient-il cependant «ça ne devait pas poser problème parce qu'elle fait son travail et nous aussi nous faisons le nôtre». Mais, «il y a un mais, car tout dépend des relations de collaboration, vu que dans notre travail, nous avons besoin les uns des autres, nous avons besoin de collaborer». Ce premier sentiment bu, les opérateurs économiques ont bien adopté madame le DR, Pulchérie Somda : «la plupart des patrons nous recevaient mais, cette fois-ci, la rencontre a été mieux organisée, et nos homologues des autres provinces ont pu venir. Il y a même eu un problème de place, ceux qui sont restés debout dépassaient la trentaine, malgré un renfort de chaises. Il y avait même des gens dehors qui voulaient entrer mais il n'y avait plus de place dans la salle. La DR s'est excusée, mais nous sommes contents. Nous avons échangé pendant près de 5 heures de temps. Nous souhaitons d'autres rencontres avec elle parce que nos problèmes sont nombreux et on ne peut pas tout dire en une journée. En tout cas, il n'y a plus de gêne entre nous et, comme c'est une maman, nous pensons qu'elle va mieux nous comprendre, nous allons toujours nous entendre».

Les opérateurs du secteur bétail n'ont pas de problème particulier avec la douane mais, fait observer le SG des exportateurs de bétail, «qui dit exportateur dit commerçant et, nous opérons tous au marché central et sommes concernés par les transactions, notamment avec le Bénin et le Togo. Il est dit que normalement tout produit entrant du Bénin ou du Togo doit être dédouané à Ouagadougou et elle a obtenu que nous fassions dès lors cette formalité à la frontière à Nadiagou ou sur place à Fada. Elle a trouvé que prendre des marchandises à Cotonou, passer la frontière à Nadiagou, venir traverser Fada pour aller dédouaner à Ouaga et revenir, c'est un surplus de coût pour nous et sur ce point, nous avons été très satisfaits». Autre point de satisfaction, «elle nous a dit que pour tout problème qui concerne la douane, de ne pas avoir peur de s'approcher d'elle, qu'on trouverait une solution».

Des relations en vigueur jusque là avec les douaniers, il avoue : «nous n'avons pas vraiment de problème de collaboration avec la douane ici. Cependant, les petites difficultés ne manquent pas, surtout sur le tronçon Fada-Ouaga». Doussa Abdoulaye n'accable pas cependant les douaniers : «la plupart de nos commerçants sont des analphabètes, ils ne savent ni écrire, ni lire. Ils vont acheter des marchandises à Ouaga, le plus souvent auprès d'autres commerçants qui également ne savent lire ni écrire. On leur remet un vieux reçu et, arrivé au poste de douane quand on leur demande les papiers, on se rend compte que ceux-ci indiquent des piles alors qu'il s'agit par exemple de cigarettes». Va falloir ajouter aux amendes une prime à l'instruction.

La brigade mobile des douanes de Fada

Située route de Pama, face au maquis « la Calèche » et dos à « la Forêt », la brigade mobile des douanes est d'autant plus connue à Fada qu'elle désigne tout simplement « la douane » ; volant la vedette à la direction générale siège face au Trésor. La brigade est dirigée par Yameogo Gbissiké, inspecteur divisionnaire des douanes et son adjoint Nikiéma Pimbi, contrôleur. Viennent ensuite 3 assistants et 17 préposés. Un effectif modeste organisé en 4 escouades qui se déploient régulièrement sur le terrain pour exécuter des missions. Le chef de brigade ne se plaint pas et n'a pas besoin de le dire, ça crève les yeux que cet effectif est de très petite envergure par rapport à l'immensité du territoire dévolu à la brigade. En l'occurrence, l'étendue cumulée des provinces de la Tapoa, de la Kompienga et du Gourma. Certes, il est prévu l'ouverture prochaine d'une brigade mobile à Diapaga et plus tard à Gayeri mais, en attendant, la réalité géographique de la brigade mobile de Fada est celle d'une superficie de surveillance qui couvre 3 des 5 provinces que compte la région.

La toute première mission de la brigade mobile consiste à rechercher et réprimer la fraude douanière. Ce faisant, elle soutient et renforce les brigades de ligne au niveau des frontières. La brigade mobile n'est donc pas un service de dédouanement, mais le bras qui s'assure que les gens ne contournent pas les offices au niveau des fron-

tières. Lorsqu'elle met la main sur un fraudeur, elle entreprend de rétablir la justice fiscale. C'est-à-dire, obliger l'intéressé à faire l'opération qu'il devait normalement et volontairement effectuer au niveau de la frontière, à savoir dédouaner sa marchandise. En plus d'accomplir cette obligation fiscale, il est sanctionné. Outre cette mission de justice fiscale, la brigade mobile est chargée du contrôle de la circulation des marchandises à l'intérieur du territoire. L'article 168 du Code douanier stipule en effet que toute personne qui détient ou transporte une marchandise à l'intérieur du territoire doit pouvoir justifier sa



Kiéma Guy-Prosper, assistant de douane

légale détention. Produire les documents qui attestent qu'il s'agit d'un produit local ou, s'il est importé, fournir les informations prouvant qu'il a subit les formalités douanières. C'est le rôle de la douane dite « volante », notamment joué par les agents de la brigade à hauteur de Koulongou juste après le poste de péage sur la route de Ouaga ou lors des patrouilles. La douane vol-

ante, c'est justement ce contrôle impromptu qui peut être effectué n'importe où sur la route par la brigade mobile des douanes. Ainsi, la brigade au niveau de Koulongou est chargée non seulement de suivre le mouvement des véhicules en transit mais aussi de contrôler celui des marchandises à l'intérieur du territoire. ▶

Le carburant, l'huile alimentaire et aussi le chanvre indien et les amphétamines

A près l'essence qui trône au sommet des transactions frauduleuses, «les pompistes mêmes de certaines stations services étant complices de certaines situations», il y a l'huile alimentaire, bien qu'en quantité moindre. Mais encore, comme le dit le chef de la brigade mobile de Fada, «ça va vous surprendre, il y a la drogue. De 2010 à cette fin juin 2012, nous avons saisi plus de 100 kilos de chanvre indien». Exactement, 163,5 kilos. Et, bien sûr, des amphétamines jusqu'à 372 kilos ; la cigarette ; 61 kg de dynamites ; 3 432 piles R6 ; 1 608 R20 ; etc.

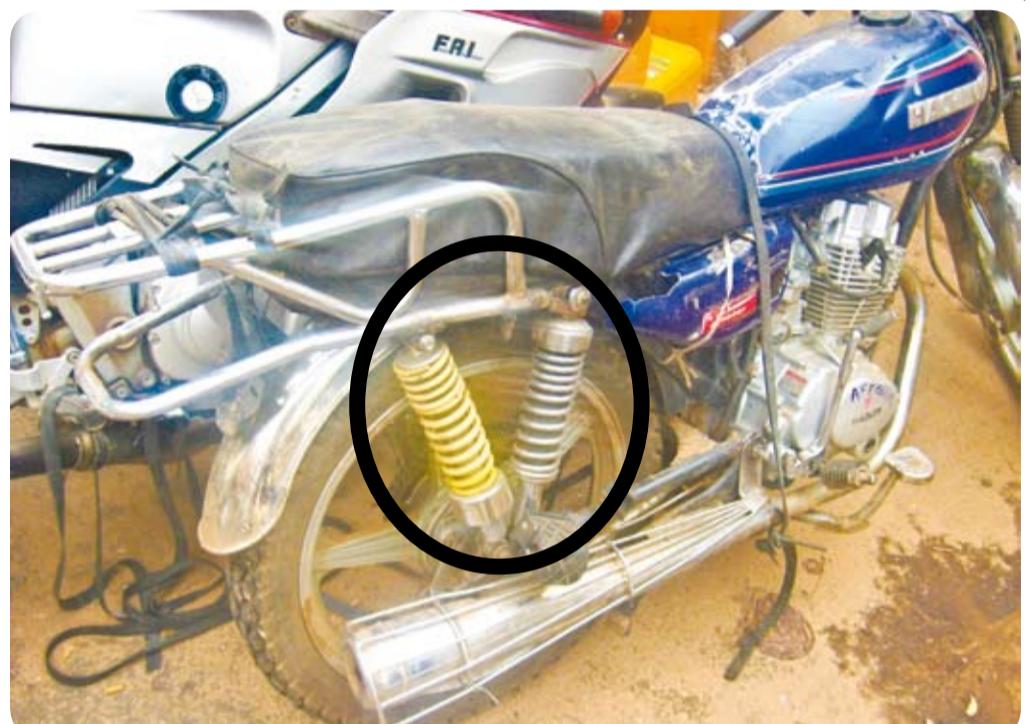
Le haut du pavé est donc tenu par le trafic de l'essence. Certains acteurs du secteur arrivent même à déjouer la vigilance des douaniers et à se constituer des dépôts de grossiste. Pourquoi ne pas effectuer une descente et tout rafler ? S'il y a en effet un produit de «fraude» qui a pignon sur rue à Fada, c'est bien le carburant dit «par terre» : essence, gasoil, huile moteur. Difficile de donner un coup de pied dans la fourmilière. Le négoce de carburant nourrit tant de familles aujourd'hui, il a si bien pris racine qu'il s'est doté presque d'une légitimité sociale au point de commander plus de délicatesse à la douane, la contraindre à «comprendre» et aller en douceur dans la répression de la fraude sur le carburant. Enfin, pour le moment. Comme le fait remarquer chef Yameogo, «aujourd'hui, on est arrivé à un stade où aller intervenir comme ça, ce serait compliqué». La douane à connaissance de nombre de ces dépôts qui fonctionnent comme fournisseurs des vendeurs surtout des villages, voire provinces environnantes. Elle guette donc l'arrivée d'un acheteur, le regarde et laisse effectuer son chargement puis, le piste jusque hors de la ville et le ramène en douceur au poste de douane. Comment procèdent ces

grossistes en carburants ? Pour justement prévenir une interception de la douane, ils vont à une station, font par exemple un achat de 20 litres d'essence et «s'entendent» avec le pompiste pour se faire établir un reçu d'achat de 300 litres. Jolie couverture pour le dépôt. La douane qui n'est pas dupe a «attiré l'attention» de certains gérants de station pour leur faire comprendre que son combat est le leur. Leur faire prendre conscience que contrarier l'action de la douane en fournissant des alibis aux fraudeurs est dommageable pour les stations services. «Si nous laissons faire ces gens, il arrivera un temps où vous ne pourrez plus vendre un seul litre. Ce que nous faisons, c'est pour vous permettre de vendre plus et, si vous ne pouvez pas nous soutenir, ne sabotez pas nos opérations».

Si dans la recherche des dépôts frauduleux, la douane développe des stratégies, les fraudeurs ne sont pas en reste en matière d'initiatives et, «ce n'est pas simple» soupire l'inspecteur divisionnaire. Illustration avec le cas de la dernière saisie d'un chargement de carburant : «si on vous dit à quelle heure on a mené cette opération, vous n'allez pas croire ! C'était à 2 heures, 3 heures du matin !» L'insécurité aidant, «ils savent que la nuit, personne ne circule. Même s'il y a des forces de l'ordre sur la route, ils trouvent toujours le moyen de les contourner». Les fraudeurs développent également leur logistique pour transporter plus et aller plus vite. Véhicules personnels, motos et vélos sont «adaptés» au business. Un vélo après «adaptation» peut transporter jusqu'à 4 bidons de 25 litres et une moto jusqu'à 8 bidons soit 2 barriques. «Tous les moyens sont bons» constate le chef de la brigade mobile des douanes de Fada. ▶

Le renseignement, l'arme fatale de la brigade

Si la douane devait travailler avec la toute dernière rigueur, tout véhicule et chargement de marchandise devait passer à l'inspection. Avec le flux actuel des marchandises et des véhicules, il est clair que douaniers et usagers seraient soumis à d'énormes désagréments. Pour le chef de brigade Yameogo Gbissiké, «on ne peut pas tout contrôler. Imaginez un instant qu'on doive conduire ici tous les véhicules pour le contrôle. Notre parc n'aurait pas assez de place». Force est donc pour la douane de trouver une stratégie moins voyante et désobligante mais, assez efficace pour lutter contre la fraude. Traquer les indélicats sans troubler la quiétude des honnêtes citoyens. C'est sans tapage, presque dans la discréetion que la douane mène ses opérations. Des opérations ciblées, sur la base essentiellement de renseignements. En brigade, le premier moyen de travail est le renseignement. «Du coup», avoue l'inspecteur divisionnaire des douanes, «quand nous prenons un véhicule, c'est que nous recherchons quelque chose». Toutes ces précautions ne mettent cependant pas la douane à l'abri de la mauvaise humeur des commerçants «qui se plaignent parce qu'ils ne comprennent pas pourquoi ils vont à Ouaga acheter des marchandises, ils reviennent et on les contrôle sur la route». «Difficile à comprendre», admet chef Yameogo, sauf à commencer par admettre que «objectivement, ce ne sont pas toutes les marchandises sur le marché à Ouagadougou qui ont fait l'objet de formalités douanières». Il arrive également que le renseignement ait des failles, «que nous conduisions un véhicule à la brigade à des fins de contrôle et que le renseignement qu'on nous a fourni ne soit pas fondé». Heureusement, cela n'est pas coutume : «à 99,99% des cas, quand nous prenons un véhicule, il y a toujours quelque chose». Le renseignement donc. Intervenir essentiellement sur la base de renseignements sur la cible et sur ses mouvements s'impose d'autorité pour cette région Est du pays, étendue, difficile d'accès, adossée à 3 pays et marquée par l'insécurité. C'est tout naturellement que la brigade mobile de douane de Fada est amenée à travailler sur le renseignement plus qu'ailleurs. De même, elle est obligée de conduire rapidement ses interventions car, le même téléphone portable qui lui sert de véhicule de renseignement, permet également aux cibles de communiquer pour dribbler les patrouilles de la douane. ▶



Une moto, après adaptation, notamment en doublant les amortisseurs, peut transporter jusqu'à 8 bidons soit 2 barriques d'essence.



Un parc de motos de fraudeurs de carburant présentement sous saisie à la brigade.



Le trafic de l'essence tient le haut du pavé. En témoigne un véhicule personnel appréhendé avec sa cargaison «citerne».



CHEZ ADIZA
Face PALAIS DE JUSTICE de Fada



CAFÉ, THÉ ET REPAS CHAUD EN TOUTE HEURE
Réservation : 70 75 77 74

Association Nafa des Artisans de Nagré

S/C BP97 Fada N'Gourma-té (+226) 70 18 98 62 / 78 38 23 75 / 78 46 03 68
Récépissé N°2009/005/MA.T.D/REST/PGRMWHC

Valoriser le savoir faire

Par PHILIBERT YENTANGOU



des artisans de Nagré



Au départ, une volonté individuelle pour sortir du lot. A l'arrivée, une qualification professionnelle, un groupement puis, une association. Un seul but : offrir une passerelle professionnelle à la jeunesse de Nagré. Enfin, le festival "Nuutuana" pour cimenter la ferveur. De "Sindiba", le groupement des couturiers à "Nafa" l'association des artisans, puis le "Fenu", véhicule promotionnel, c'est l'espoir d'un mieux-être pour la population de Nagré.

Couturier de son état, il vit les tracasseries liées à la précarité des professions dites artisanales. Lui vient alors l'idée d'un regroupement, afin que de l'union jaillisse des pistes de solutions. Diabry Idrissa crée d'abord un groupement des couturiers qui est ensuite ouvert à tous les genres pour donner naissance à une association des artisans de Nagré et des villages environnants. L'association Nafa voit le jour en 2008, cadre de concertation et d'échanges des artisans de Nagré, unis dans la volonté de promouvoir leur secteur afin de se rendre utile et de contribuer au développement harmonieux durable de leur village.

L'association Nafa, «pour le bien de tous», en

vers Pama sur la RN 18. L'association s'affirme comme la cellule d'orientation et d'accompagnement de tous les métiers : couture, coiffure, menuiserie bois et métallique, soudure et forge, mécanique, maçonnerie et jusqu'aux transformatrices de produits du karité (beurre), du néré (soumbala), de céréales, les restauratrices, etc. L'association Nafa est une évolution du groupement des couturiers, «*Sindiba* développement», auquel il donne une autre dimension avec la mise en commun des compétences pour le renforcement des capacités et la planification harmonisée de la formation des jeunes.

Le pari de la formation, cas de la Coupe-couture

Les inscriptions pour la formation sont annoncées par des communiqués radios depuis Fada. Sur place et dans les villages environnants, les affiches et les crieurs publics «qui tournent pour faire passer l'information». Enfin, comme le dit Diabry Idrissa, «de bouche à oreilles, les apprentis font passer également le message dans les concessions». La durée de la formation est de 3 ans, d'octobre à juin chaque année. La formation inclut le renforcement de capacités. Un contrat de partenariat, notamment avec l'Association des artisans du Gulmu (UAG), offre à l'association Nafa l'opportunité d'inscrire des patrons d'atelier, formés sur le tas, pour rattraper leurs lacunes théoriques par des stages de perfectionnement à Fada voire à Ouaga. En fin de formation, à l'issu des 3 années, les apprentis passent l'examen professionnel. Contrairement cependant à l'école traditionnelle, en couture on ne redouble pas sa classe et on n'est pas recalé en fin de formation pour

insuccès à l'examen officiel : «quand le niveau n'est pas satisfaisant après évaluation, nous organisons des cours de rattrapage, pour combler les lacunes». Le centre de formation en coupe-couture reçoit jusqu'à 20 élèves couturiers par an. «Nous donnons la chance à tout le monde d'apprendre un métier, qu'il importe la situation sociale». De même «que tu sois scolarisé ou pas, tu peux venir puisque

échanges avec «des artisans venus d'un peu partout du Gulmu», le Fenu permet aux artisans de Nagré «d'écouler un bon nombre de leur production qu'ils n'ont pas les moyens, en temps normal, de transporter

Nadenga Anna, 2ème année de formation

22 ans, mariée, mère de deux enfants, cette native de Bogandé est arrivée au centre sans aucune notion de couture et ne sachant rien du français, ni lire ni écrire. Elle a tout appris au centre. Elle sait aujourd'hui prendre et écrire des mesures, effectuer des tracés de coupe au tableau, sur papier kraft et sur tissu et pagne. «Je ne saurai pas rédiger une lettre mais, pour ce qui est de la couture, je sais pouvoir m'en sortir». Encore un an de formation et elle compte ouvrir son atelier à Nagré, le village de son mari mécanicien. «Désormais, je peux coudre pas mal de choses».



nous intégrons un cours d'alphabétisation afin de préparer nos élèves au CQP, le certificat de qualification professionnelle qui sanctionne la fin de formation». Les conditions financières sont de 35 000 F l'an pour la formation, tandis que pour l'association, les frais d'adhésion sont fixés à 1 000 F/an et la cotisation annuelle à 3 000 F soit 250 F/mois. Les moyens sont cependant rares et les membres actifs sont d'environ 95 sur un effectif total de près de 200 membres.

L'adhésion n'est pas obligatoire pour les apprenants bien que l'essentiel du matériel didactique soit au frais de l'association. Celle-ci prend en compte le contexte socioéconomique du village à prédominance agricole et la difficulté pour les parents de prendre en charge les fournitures en plus des frais de formation. «L'association doit faire recours aux fonds de sa caisse pour s'approvisionner en matière d'œuvre afin que l'apprentissage se passe dans des conditions acceptables». Le village ne dispose pas de magasins spécialisés, les emplettes se font à Fada et Pouytenga, voire à Ouaga. Malgré toute sa bonne volonté et intention, c'est peut dire que l'association tire le diable par la queue : «Nous nous débattons dans les difficultés, les cotisations ne nous permettent pas de couvrir les dépenses annuelles et, vraiment c'est très compliqué». Heureusement, l'association compte quelques partenaires comme l'Union des artisans du Gulmu, ou le Fonds d'appui à la formation professionnelle, la Coopération suisse, Suisse contact...

au marché à Fada ou ailleurs». L'association trime pour l'organisation de ces journées promotionnelles : «l'accompagnement des services et institutions se fait toujours attendre, mais nous ne nous décourageons pas ; nous avons tapé cette année aux portes du Conseil régional, rien ! À la mairie, rien...». En revanche, elle peut toujours compter sur «Lompo Stéphane du Fasi (Fonds d'appui au secteur informel), Louari Jean-Claude, ingénieur au Projet petits barrages, Jean Baptiste Natama, le Fonds d'appui à la formation professionnelle qui est notre partenaire de tous les jours, l'association provinciale des artisans du Gourma, la Maison de l'entreprise du Burkina, la direction régionale de la Culture et du Tourisme, la direction régionale des Sports et Loisirs, la direction régionale de la Jeunesse, de la Formation professionnelle et de l'Emploi». La 5ème édition s'est tenue cette an-

[Lire suite page 14](#)

Lankoandé Zarata, 1ère année de formation

«J'aimais l'école et j'avais de bonnes notes mais, mon papa ne pouvait plus payer et j'ai arrêté cette année alors que j'allais en classe de 6e». Elle s'oriente immédiatement vers le centre Nafa, pour apprendre la coupe-couture qui est à portée de la bourse paternelle. A 15 ans, elle dit se plaire dans la couture.



Même si elle est consciente qu'il lui faudra travailler quelques temps, à la fin de sa formation, afin de pouvoir s'acheter une machine à coudre et s'installer à son compte.

Quelques membres du staff de l'association Nafa



Naba Amado (1er vice président), la secrétaire Thiombiano Kanlinsé, les formatrices Tankoano Paguindamba et Diabry Fati et Lankoandé Alain (2ème vice président).

CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL

Des problèmes certes, mais surtout des mesures pour y remédier

Entre faits fondés et rumeurs malsaines, la salive coule à flots au sujet de disfonctionnements au centre hospitalier régional (CHR) de Fada. En relation avec les délestages de la Sonabel et un problème de relais du groupe électrogène de l'hôpital, le bloc opératoire fonctionne au ralenti. Mais encore, on critique presque tout : le service des urgences médico-chirurgicales, le traitement des déchets hospitaliers, la mortalité maternelle, etc. La direction de l'hôpital reconnaît qu'il y a des raisons de préoccupations mais, surtout des mesures pour y remédier. Contrairement au sentiment de stagnation entretenu par l'opinion, la direction cherche des solutions, travaille à remonter la pente. Elle s'attelle à effacer les préoccupations, soigner son hôpital. Bref, la rue exagère.

Ya-t-il des disfonctionnements à l'hôpital ? Y a-t-il des solutions ? Quelque chose est-il entrepris ? A toutes ces questions, la réponse est OUI ! Eric Tougouma, le Directeur général du centre hospitalier régional (CHR) de Fada, a reçu Les Echos du Sahel pour parler de ce qui se dit sur la santé ou les maladies de «son» hôpital. A cette consultation où l'hôpital était le patient, le DG était assisté de Nébié Mady, SG de la section régionale du Syndicat national de la santé humaine et animale (Synsha), du Dr Soudouem Gengs, président de la commission médicale d'établissement et Zouré Dramane, directeur des services généraux. Eric Tougouma a effectivement érigé le travail en équipe et la concertation en mode de conduite dans «son» hôpital. Le DG est aussi un homme qui assume : «Il est effectif que le groupe électrogène du CHR a des problèmes depuis janvier. Lorsqu'il y a une rupture de la fourniture d'électricité par la Sonabel, le groupe ne prend pas automatiquement le relais». Ce problème de relais a conduit l'administration de l'hôpital à ausculter ce moteur et à intervenir : «on a changé le relais et le contacteur en pensant que là était le problème. Quand cela a été résolu, le groupe a commencé à prendre le relais. Malheureusement, lorsque le délestage de la Sonabel est de longue durée, au bout de 15 mn, le groupe saute et son indicateur de température passe la barre de 100 degrés». Loin d'abdiquer, la direction a fait appel à un

Eric Tougouma, Directeur général du Centre hospitalier régional (CHR) de Fada

réparateur pour continuer les travaux de mise au point du moteur. Nettoyage du radiateur, décalaminage complet. Une révision complète révèle que le moteur lui-même est considérablement affaibli. De fait, le groupe a été installé en 2001 et tourne donc depuis 11 ans. «On s'est résolu, avec le réparateur, à chercher et changer un certain nombre de pièces : segments, chemises,



Le récalcitrant groupe électrogène

joints... Cela a nécessité des va et vient à Ouaga et jusqu'au Ghana».

Le groupe pose réellement problème et, ainsi que le reconnaît le DG «Nous ne nions pas que cela crée des désagréments sur le fonctionnement de certains services de l'hôpital. Même dans un cadre domestique, où on a besoin de courant, cela créerait des désagréments, à plus forte raison dans un milieu hospitalier où on a un certain nombre d'équipements importants qui fonctionnent avec l'électricité». Le 20 avril donc, le DG informait le personnel que «le groupe est en panne et que des travaux assez lourds sont en cours pour le réparer». Dans le même temps, il se concertait avec le personnel des services sensibles tels la maternité, le bloc opératoire, pour un allégement de programme pour les malades qui ne viennent pas en urgence. «Mais je peux vous assurer que les urgences, quelle que soit l'heure, sont

prises en charge au niveau du bloc opératoire». Mais, hors de l'hôpital, la rumeur est incontrôlable. «La confusion vient», selon le Dr Soudouem Gengs, du fait que «les gens ne font pas la part des choses entre les interventions en urgences et le programme. Les interventions en urgence concernent les actes opératoires qui doivent être réalisés, sans lesquels le malade ne va pas vivre ; et le programme est pour les malades pour lesquelles on prend le temps de faire des examens et de choisir un jour d'intervention. Ce sont des malades qui peuvent attendre encore des mois avant d'être pris en charge. Bien sûr, quand on dit à un malade qu'il faut attendre, il ne peut pas comprendre. Mais, parfois, il faut prendre les

dispositions pour que l'opération soit bien faite, plutôt que de se précipiter». Les

rumeurs ont effectivement quitté la rue pour devenir des préoccupations posées lors des rencontres administratives comme lors du passage de la mission ministérielle du 13 mai dans la salle de réunion de l'hôtel de ville. Ainsi, raconte le DG, «nous avons entendu dire qu'à partir de 17h, 18h tout était fermé à l'hôpital à cause du bloc opératoire». Eric Tougouma, reste serein. La meilleure réponse étant de résoudre le problème. En attendant,

il «remercie l'ensemble des travailleurs, parce que c'est une situation difficile que nous vivons». Il les exhorte à toujours accepter de continuer les activités. «C'est au bénéfice des populations que les gens travaillent». Il est un peu attristé que «cette conscience au niveau des agents de santé n'est pas toujours bien comprise à l'extérieur. Malgré cette situation difficile, quand il y a une intervention, une urgence de nuit, même quand il y a délestage, les agents terminent l'intervention à l'aide de

lampes rechargeables que l'administration a mis à leur disposition afin de leur procurer le minimum d'éclairage pour travailler». Pour les sceptiques il prévient et rassure : «je précise que cela n'enlève rien à la qualité des interventions. C'est quand même des équipes constituées de médecins gynécologues, de chirurgiens, d'attachés de santé. Donc, il ne faut pas que les gens croient que ce sont des soins au rabais. Ce n'est pas vrai que le soir, même pour une simple hernie, on évacue. Je peux vous assurer que cela n'est pas vrai. Au demeurant, trimestre pour trimestre, 2009-2010-2011, et sans le programme opératoire, nous avons effectué autant d'opérations que pour le même trimestre les années passées. Cela veut dire qu'avec le programme, nous aurions fait plus».

Le DG ne désespère pas que le problème du groupe soit bientôt oublié. «Même si pour un groupe qui est en réparation chaque 2 ou 3 mois, nous disons que nous ne pouvons pas être assurés sur son bon niveau de fonctionnement dans les années à venir. Nous sommes en train de prendre des initiatives pour que le groupe soit remplacé dans les meilleurs délais». Eric Tougouma est donc au chevet du groupe électrogène, résolu à



Le nouvel incinérateur qui n'attend qu'un abri pour entrer en fonction.

Le laboratoire connaît d'énormes progrès

Pour le labo dont on dit que «rien ne s'y fait ni ne peut être fait car il n'y a rien», le DG fait parler les chiffres. Pour dire que le laboratoire du CHR connaît d'énormes progrès cette année. En effet, les indicateurs à la fin mai, quand nous rencontrions le DG et son staff, donnaient les statistiques suivantes : «à la même période en 2009, le labo était à 5 311 examens réalisés ; en 2010, un total de 4 908 examens ; en 2011 un total de 4 911 examens et, au premier trimestre 2012 nous sommes à 8 563 examens réalisés». Ainsi que le fait remarquer le DG, «pour réaliser un examen, il faut que l'appareil soit fonctionnel et qu'il y ait les réactifs». Et d'ajouter, «depuis le début de l'année, nous faisons tout pour que les réactifs soient là, pour que dès qu'il y a une panne sur un appareil, la réparation intervienne assez rapidement. Nous avons accusé seulement une période où, sur quelques 10 jours à deux semaines, les deux appareils qui réalisent les numérisations ont été hors d'usage. Assez rapidement, autour du 10^e jour, il y en avait un de réparé. C'est un défi personnel pour moi de faire en sorte qu'au niveau des examens d'imagerie, on ne laisse pas des appareils en panne pendant sept mois à huit mois pendant lesquels les gens ne peuvent rien faire».

Pour Eric Tougouma, «Ce sont des problèmes d'une période difficile donnée, que ceux qui n'approchent pas l'hôpital, ou ne le fréquentent pas régulièrement, gardent comme ressentiments alors que nous, les acteurs de terrain, nous voyons une amélioration nette». Le DG reste cependant modeste : «Nous ne pouvons pas avoir la prétention de tout faire mais, nous sommes là pour offrir des soins de qualité aux populations». Pour se donner la garantie d'une exploitation efficiente et rationnelle du laboratoire, le DG a initié «une dynamique de concertation entre les services cliniques de l'hôpital et le laboratoire pour répondre au mieux à la demande».

Confirmation avec le Dr Soudouem Gengs : «l'effort est fait pour que la gamme d'exams que nous réalisons soient respecté. Maintenant, ces derniers temps, il y a eu un renforcement du personnel médical et il y a un certains nombre d'exams qui n'entrent pas dans la gamme que l'hôpital réalise et, pour ceux-là, nous sommes obligés de référer les patients dans d'autres circuits privés sur place ou à Ouaga».



Dr Soudouem Gengs, président de la commission médicale d'établissement



La maisonnette de l'incinérateur fraîchement réceptionnée

le réveiller et, au mieux, le remplacer pour effacer cette fracture d'énergie de tant de désagréments pour les usagers du CHR. Et toujours, il assume : «Nous présentons nos excuses à nos usagers pour les désagréments, demandons leur compréhension et leur disons que nous sommes

en train de chercher des solutions pour le groupe». Le DG dit avoir même pensé à une ligne spécialisée de la Sonabel pour éviter les délestages au niveau de l'hôpital mais, le chef d'agence lui a expliqué que «l'interconnexion complique la chose». Retour donc à la case départ pour le DG : «La solution est donc de réparer le groupe et de le changer à moyen terme ; trouver un groupe neuf de 200 à 250 KVA, d'un coup d'environ 40 millions,

en tout cas, disposer d'un groupe plus puissant que l'actuel qui est de 150 KVA». Pour Nébié Mady du Synsha, «ce qui est intéressant, c'est la dynamique de recherche de solution car, quand ça ne va pas, c'est y compris pour nous les travailleurs».

Gros efforts aux urgences

Pour les urgences, «il y a un gros effort qui est fait. Il y a toujours de l'affluence et les infirmiers, les médecins, doivent être félicité pour leurs efforts qu'on ne voit pas quand on n'est pas sur les lieux». Le DG crache donc sur les médisances sur son service des urgences médico-chirurgicales (UMC) : «Quoi que disent les gens, je peux affirmer, sans baisser les yeux, l'effectivité de l'effort qui est fait pour offrir la qualité requise de prise en charge du patient». Logé à la même enseigne que tous les centres hospitaliers publics du pays, le service des urgences de l'hôpital de Fada ne peut offrir que ce qu'il peut donner. Et Eric Tougouma soutient : «Nous disposons de ce qu'on peut avoir comme minimum d'équipement dans un service d'urgences d'un CHR. Nous ne pouvons pas dire que c'est parfait mais, le minimum est là et on ne peut pas venir dire qu'il n'y a rien». Il est vrai qu'entre peu et rien, il y a plus qu'une nuance, il y a une différence.

Mortalité maternelle et, non mortalité liée à la césarienne

Le DG, Eric Tougouma a également accepté d'aborder la délicate question de mortalité maternelle au CHR. Hors de l'hôpital, il est en effet question de mortalité liée à la césarienne. A l'hôpital, on refuse cette expression pour parler plutôt de mortalité maternelle. Parce que «la césarienne étant un acte, je dirai qu'il n'y a pas de mortalité liée à la césarienne mais, plutôt, une mortalité sur l'acte qui a été mal posé. Or, les césariennes ne posent pas problème. Les médecins savent comment faire une césarienne mais, la mortalité maternelle, de façon générale, est une réalité et elle est plutôt liée aux problèmes de grossesse et d'accouchement». Quand une femme meurt à l'hôpital, confie Eric Tougouma, «c'est très douloureux pour nous et, ce que nous faisons dans le système de santé, c'est ce qu'on appelle les audits de décès». Ainsi, pendant que pour l'opinion, la tendance est du genre «à l'hôpital, ça ne va pas, les femmes viennent y mourir», les médecins autour du DG, invitent à plus de sérénité et de lucidité : «il faut se demander, lorsque la femme a quitté son village, comment la grossesse a été suivie ? Comment cela s'est passé au niveau du CSPS ? Qu'est-ce qui s'est passé entre le passage du CSPS et l'arrivée à l'hôpital ? Comment cela s'est passé pendant la prise en charge à l'hôpital ?» Eric Tougouma explique : «Nous remontons systématiquement le parcours pour voir à quel niveau ça n'a pas marché. Souvent, le problème se pose dès la communauté, la femme n'ayant pas suivi correctement les contrôles pré-nataux. Or, dès cette étape des premiers mois de grossesse, on peut détecter ce qui peut devenir une complication et la corriger avant l'étape finale à l'hôpital». Le DG ne dégage pas en touche mais, fait la part des choses : «Je dis donc que l'hôpital a certainement sa part de responsabilité mais, ce n'est pas parce qu'un décès est survenu au niveau de l'hôpital, qu'il faut incriminer cette dernière étape. Il y a beaucoup de paramètres qui sont la cause du décès. Nous faisons donc le point de toutes les prises en charge ou non prise en charge et, nous en tirons les leçons pour améliorer». Le DG rap-



«Régulièrement, nous recensons tous les dossiers, et nous reconstituons les itinéraires dans l'optique d'améliorer».

pelle que «pour les décès maternels, le sujet est tellement important qu'il a été intégré dans les TLO, télégramme lettre officielle du ministère de la santé». Pour sa part, indique Eric Tougouma, «régulièrement, nous recensons tous les dos-

Un ambitieux projet de gestion des déchets

Sur la question de la gestion des déchets hospitaliers, le DG avoue : «Je confirme qu'au niveau de l'hôpital, il y a un dépotoir à ciel ouvert où les déchets hospitaliers sont brûlés à l'air libre. Cela ne devrait pas se faire ainsi et, nous sommes en train de prendre des dispositions pour maîtriser ces déchets de soins». Gare donc aux ordures.

Eric Tougouma annonce une petite révolution hygiénique qui ira du tri sélectif pour isoler les déchets à risque des déchets ménager, la collecte, le transport et l'élimination. Pour la collecte «nous



L'ancien incinérateur n'arrivait plus à tout avaler

avons un marché en cours de presque 10 millions 500 mille francs pour acquérir des poubelles pour le tri, des récipients de 30 à 50 litres, des poubelles containers avec roulettes, des boîtes pour les déchets coupant et piquant et des sacs poubelles de 30 à 50 litres pour 3 millions et quelque». Ce projet d'élimination des déchets remet à jour la question de l'incinérateur de l'hôpital de Fada qui n'incinère rien parce qu'il n'est pas en fonction. En effet, com-

me le rappelle le DG, «conscient du problème de gestion des déchets, le niveau central a doté tous les hôpitaux d'un incinérateur électrique pour leur élimination». Le problème avec l'incinérateur de Fada ? «Il est installé depuis deux ans mais, il lui manque un abri. Une maisonnette est présentement en construction à cet effet».

Le DG dit avoir pris les dossiers désobligants à bras le corps. Mais, l'administration reste ce qu'elle est, «on ne peut pas, du jour au lendemain, régler tous les problèmes. Il y a des procédures à respecter. Ainsi, entre lancer un appel d'offres, débouiller, attribuer un marché, le signer, donner le délai d'exécution, on est à 5 ou 6 mois. Et c'est partout pareil.

Même si je veux que l'incinérateur fonctionne, il faut que je prenne le temps nécessaire des procédures. Mais, je peux rassurer que tout est vraiment en cours pour une bonne gestion des déchets. Suivra la mise en place d'un référentiel en matière d'hygiène hospitalière. De même un technicien de génie sanitaire a été affecté à l'hôpital pour s'attaquer au problème de propreté».

siers, et nous reconstituons les itinéraires dans l'optique d'améliorer».

Dr Soudouem Gengs confirme les propos du DG avec une version de praticien : «sur le fait qu'une femme meurt de la césarienne, des suites par exemple d'un accident anesthésique ou autre, cette année, nous n'avons pas rencontré de tels cas». Comment expliquer alors les décès après césarienne ? «Il y a qu'une femme qui a été opérée peut mourir, et ces situations peuvent s'expliquer, pas forcément par l'acte de césarienne mais, la mort a été la finalité d'un ensemble de processus intervenus, parfois même, depuis le début de la grossesse». Selon le Dr Soudouem Gengs, la césarienne ne serait pas mortelle : «Parce que la césarienne vient en acte pour mettre fin à la grossesse mais, ce n'est pas dans tous les cas que la césarienne peut mettre fin à un processus qui s'est installé depuis des mois». Le médecin poursuit : «Elle arrive mourante au CSPS et on l'envoie à l'hôpital. Nous ne pouvons pas regarder quelqu'un mourir. Nous tentons toujours de sauver la personne mais, en sachant qu'il y a deux possibilités : ou on la sauve, ou on la perd. Les gens ont l'impression que dans ces situations là, c'est l'opération qui l'a achevée alors qu'en réalité, c'était un acte pour tenter de la sauver». Impuissance ? Limite humaine ? Le médecin conclut : «A l'impossible nul n'est tenu. Ce sont les hémorragies et les infections aggravées d'anémie qui sont fatales. Ce sont des femmes qui ont commencé leur début de travail à la maison, qui ont trainé, trainé ; vous allez au bloc mais, vous ne savez pas ce qui vous attend. Malheureusement, on perd la personne après l'intervention et les gens mettent la césarienne en cause alors que c'est un acte pour tenter d'arrêter un processus». Plutôt que d'incriminer, le DG invite à tirer des leçons pour toujours améliorer, sensibiliser la communauté «pour qu'elle se mobilise pour un suivi de la femme dès le début de grossesse et éviter les accouchements à domicile». Parce que, soutient le DG, «beaucoup d'efforts sont faits pour améliorer la situation mais, si à la base rien ne bouge, ça va toujours se ressentir sur l'action de l'hôpital qui se situe au bout de la chaîne».

Collecter les ordures dans les poubelles est un acte éco-citoyen.

De nouvelles mesures de sensibilisation parsèment les murs.



Radio Evangile Développement

R.E.D 94FM.MHZ

TEL : 40-77-71-88

N°00005397 W

Evangéliser tout en développant, développer tout en évangélisant

EXAMENS DU CEP ET DE L'ENTRÉE EN 6E

Aperçu des Résultats de la Province du Gourma

Après neuf mois de dur labeur, élèves, enseignants et autorités de l'Education de Base récoltent les fruits avec la proclamation des résultats du Certificat d'Etude Primaire (CEP) session de 2012.

Sur cinq mille trois cent quatre (5 304) inscrits sur l'ensemble des huit (8) circonscription d'éducation de base (C.E.B), seuls cinq mille deux cent huit (5 208) candidats, repartis en deux mille cinq quatre-vingt-huit (2 588) garçons et deux mille six cent vingt (2 620) filles, ont répondu présents au matin du mardi 12 juin 2012. A l'issu des travaux de correction, la province comptabilise trois mille cent soixante-deux (3 162) admis, dont mille six cent vingt un (1 621) garçons et mille cinq cent quarante un (1 541) filles ; soit un taux de succès de 60,71%, sans les candidats libres. Un résultat assez satisfaisant dans son ensemble, au regard des efforts consentis par les différentes C.E.B. Certains responsables ont respecté le droit des populations au savoir et ont contribué à alimenter l'information sur les résultats des examens. Leur ouverture d'esprit vous permet d'accéder aux données qui suivent.

**RÉSULTATS PAR ÉCOLES DE QUELQUES C.E.B****Circonscription d'Education de Base de Fada I**

Rang	ECOLE	INSCRITS	PRÉSENTES	ADMIS	POURCENTAGE
1 ^{er}	Evangélique AD	22	22	22	100
2 nd	Momba	18	17	17	100
3 rd	Secteur II	34	33	33	100
4 th	Bansoudi B	100	100	97	97
5 th	Simandari	42	42	40	95.24
6 th	Bandingu	12	12	11	91.67
7 th	Tikoni A	41	41	37	90.24
8 th	Bougi	36	36	31	86.11
9 th	Bansoudi A	95	93	79	84.95
10 th	Tikoni B	66	66	43	65.15
11 th	Namoungou A	55	53	34	64.15
12 th	Tanvalbougou B	52	52	32	61.54
13 th	Potiamanga	26	26	14	53.85
14 th	C.L Simandari	66	28	15	53.57
15 th	Kiin'Do	66	66	33	50
16 th	Tanvalbougou A	41	40	20	50
17 th	Ganya Privé	19	18	05	27.78
18 th	C.L Namoungou	27	22	06	27.27
19 th	Bersaga	55	55	14	25.45
20 ^e	C.L Bansoudi	19	14	02	14.29

Circonscription d'Education de Base de Fada II

Rang	ECOLE	PRÉSENTES			ADMIS			TAUX DE SUCCES		
		G	F	T	G	F	T	%G	%F	%T
1 ^{er}	C.L Sarbongou B	02	00	02	02	00	02	100	00	100
2 nd	Komangou	11	21	32	11	20	31	100	95.24	96.88
3 rd	Arrete /ENEP	32	14	46	30	14	44	93.75	100	95.65
4 th	Koma dougou	16	26	42	16	24	40	100	92.31	95.65
5 th	Hamtouri B	24	41	65	23	37	60	95.83	90.24	92.31
6 th	Avenir	05	09	14	04	08	12	80	88.89	85.71
7 th	Sarbongou B	52	58	110	41	49	90	78.85	84.48	81.82
8 th	Sarbongou A	37	47	84	31	37	68	83.78	78.72	80.95
9 th	Evangélique SIM	09	17	26	07	13	20	77.78	76.47	76.92
10 th	Hamtouri A	43	45	88	33	30	63	76.74	66.37	71.59
11 th	Sarbongou C	20	37	57	08	25	33	40	67.57	57.89
12 th	Binaderi	14	19	33	10	09	19	71.43	47.37	57.58
13 th	Bourkpa	07	08	15	04	04	08	57.14	50	53.33
14 th	Kiki deni	09	05	14	05	02	07	55.56	40	50
15 th	Nagré	21	27	48	09	12	21	42.86	44.44	43.75
16 th	Kalmam al	14	24	38	06	09	15	42.86	37.50	39.47
17 th	C.L Sarbongou A	04	05	09	00	03	03	00	60	33.33
18 th	C.L Hamtiouri	27	21	48	09	06	15	33.33	28.57	31.25
19	Koaré	13	14	27	05	03	08	38.46	21.43	29.63

Circonscription d'Education de Base de Yamba

Rang	ECOLE	PRÉSENTES			ADMIS			TAUX DE SUCCES		
		G	F	T	G	F	T	%G	%F	%T
1 ^{er}	Yamba	33	23	56	27	23	50	81.82	100	89.29
2 nd	Bonga	13	10	23	12	07	19	92.31	70	82.61
3 rd	Bogofi	04	01	05	03	01	04	75	100	80
4 th	Tagou	10	10	20	06	06	12	60	60	60
5 th	Tambongou	19	16	35	13	07	20	68.42	43.75	57.14
6 th	C.L Yamba	28	34	62	17	15	32	60.71	44.12	51.61
7 th	Sambialgou	11	10	21	01	06	07	9.09	60	33.33
8 th	Koulga	15	19	26	07	03	10	46.67	15.79	29.92
9 th	Nayouri	10	16	26	05	02	07	50	12.5	26.92
10 th	Kondouagou	12	11	23	04	01	05	33.33	9.09	21.74
11 th	Tantiaka	09	02	11	02	00	02	22.22	00	18.18



Association Buama

S/C B.P: 12 Fada N'Gourma
Tél : +226 70 29 59 53 / 70 71 80 10
E-mail : asso-buama@yahoo.fr / combaryissaka@yahoo.fr

née du 27 au 29 avril 2012 et a offert à la jeunesse de Nagré et environs, une manifestation culturelle et commerciale animée par des groupements et associations et des apprenants couturiers, mécaniciens et coiffeuses notamment. Outre une exposition

« Je ne pense que du bien de l'association Nafa. Dans un contexte où les jeunes sont désœuvrés, il est bon d'avoir une structure qui pense à leur formation professionnelle. Et ce n'est pas quelque chose d'abstrait. C'est du concret, nous avons vu des diplômés en sortir et beaucoup sont installés à leur compte au village où ailleurs. Et ils se débrouillent très bien y compris les filles et les femmes qui sont passées par le centre de formation de l'association».



vente, Nagré a vibré d'admiration pour les défilés de mode en tenues traditionnelles et acclamé les compétiteurs en course cycliste, course à dos d'âne, lutte traditionnelle et la finale toujours attendue de football. Une prestation d'artistes locaux a coloré la nuit culturelle de fin de festival.

Résultats de la Province, compte non pris des candidats libres

Nº	C.E.B	INSCRITS			PRÉSENTS			ADMIS			TAUX DE SUCCES		
		G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
01	DIABO	521	461	982	508	458	966	296	235	531	58.27	51.31	54.97
02	DIAPANGOU	239	268	507	227	264	491	157	174	331	69.16	65.91</td	

SEMAINE NATIONALE DE L'INTERNET, 8ÈME ÉDITION/SNI 2012Lancement de la campagne d'initiation à l'utilisation de l'Internet et des autres TIC

Circulez, c'est pas pour vous !

C'est presque dans l'indifférence que Fada a célébré, le samedi 9 juin dernier, sa journée phare de la SNI 2012. En effet, d'avoir été retenue pour le lancement, au plan national, de la campagne d'initiation à l'utilisation de l'Internet et des autres TIC, laissait espérer une affluence «Place de l'Unité». D'autant plus que le marché central, lieu regorgeant toujours de monde, est à moins de 50 mètres. Rien que la curiosité aurait pu y drainer une centaine de voyageurs, à défaut d'amateurs et mordus des TIC. Las, la «Place de l'Unité» était triste. Heureusement, les gens d'en haut venus de Ouaga, avaient été bien inspirés d'amener dans leur valise, une bonne cinquantaine d'accompagnants. Pour l'essentiel, n'ont fait le déplacement, «Place de l'Unité», que ceux qui ne pouvaient s'esquiver : les administrateurs du public et du privé, directement concernés par l'événement. Conséquence, en étant généreux et en comptant avec le renfort d'un car de Ouagalais, le lancement de la campagne d'initiation à l'utilisation de l'Internet et des autres TIC, s'est effectué avec une centaine de participants. Alors, désintérêt ? Défaut de sensibilisation et de mobilisation ? Insuffisance de communication ? Pour cette édition placée sous le thème «TIC et Monde rural : la contribution des TIC à la sécurité alimentaire et nutritionnelle», il siérait mal de soutenir que les gens ne sont pas sortis parce que les TIC restent un domaine élitiste. Quoi qu'il en soit, la journée de lancement a eu lieu, sous le parrainage de Abdoulaye Combaré, ministre délégué à l'Agriculture et le coparrainage de Benoît Ouoba, directeur exécutif de l'association Tin Tua et, en présence de Me Gilbert Noël Ouédraogo, ministre des Transports, des Postes et de l'Economie numérique. Elle a eu lieu avec son lot de discours, prestation culturelle et visite de stands «Place de l'Unité». Elle a eu lieu avec une visite au cyber de la Sonapost et, l'intrusion de la Sonabel dans le programme avec un délestage, comme pour dire que «TIC et Monde rural» devrait demander sa bénédiction. Les mêmes délestages ont perturbé la démonstration de la visio conférence à la mairie. Bref, Fada a vécu sa journée presque dans l'anonymat. De source proche de l'organisation, il se dit que ce n'est pas une surprise. Tout comme, c'est de Ouaga qu'est venu le gros des invités, y compris l'armada pour la couverture médiatique ; de même, c'est de Ouaga que tout a été organisé. Ainsi, les ordinateurs, une quarantaine qui devait être louée pour la SNI à Fada, ont été pris à Ouaga ; pour la mobilisation par voix de presse idem. A Fada, c'est à peine si les médias locaux ont été associés et, quand ils l'ont été, c'est en retard et à un tarif d'aumône. Certes, la SNI a été largement annoncée à la télé nationale mais, ironie du sort, les TIC aidant avec la vulgarisation des paraboles, chacun sait que d'une part, en ville, sauf ceux qui n'ont pas les moyens la suivent et, d'autre part, en milieu rural et notamment en province comme à Fada et environs, le média indiqué est la radio. Dieu merci, la région de l'Est, sauf la province de la Kompenga est assez couverte, avec une bonne douzaine de radios. Mais voilà, il a fallu tout piloter de Ouaga et, au finish, la semaine nationale de l'Internet n'a pas vraiment fait vibrer à Fada. Le peu d'affluence n'implique donc pas un peu d'intérêt mais, plutôt un peu de communication et un peu d'implication réelle des ressources locales humaines et matérielles dans l'organisation. Ça a été, comme qui dirait, «circulez, c'est pas pour vous !»



Projet pôle de croissance de Bagré



Pourquoi aller chercher loin ce qui se trouve à votre porte ?

Après des heures de rhétoriques, le lundi 25 juin à l'hôtel de ville, il ressort que le centre d'intérêt de l'atelier ou plutôt de la conférence de l'équipe de la maîtrise d'ouvrage du Projet pôle de croissance de Bagré tient en un postulat : si les ressortissants de l'Est peuvent et sont nombreux à aller s'investir en Côte d'Ivoire, au Ghana ou en Italie, pour ne citer que ces destinations, pourquoi ne pas poser son baluchon tout près, à Bagré et y investir, avec la même hargne, sa force, son argent, son génie ? Bref, pourquoi aller chercher loin ce qui se trouve à votre porte ?

Telle est l'alternative que la mission d'information et de sensibilisation de la maîtrise d'ouvrage du projet pôle de croissance de Bagré est venue proposer aux populations de la région de l'Est. Bien sûr, avec force argumentaire pour titiller l'intérêt des potentiels investisseurs de la région quant aux opportunités agro-sylvo-pastorales et halieutiques que leur offre le site de Bagré. Il en ressort que le projet remonte en fait aux années 1960-72, au fort moment de lutte contre la cécité des rivières dans les principales zones humides de la Haute Volta d'alors dont les Voltas Noire, Blanche et Rouge. Après plusieurs étapes, dont celle de juin 1986 avec la création de la maîtrise d'ouvrage de Bagré (MOB), puis la construction en 1989-92 et mise en eau du barrage d'une capacité de 1,7 milliard m³ d'un montant de 50 milliards FCFA et son inauguration le 13 janvier 1994, que Bagré offre une belle gamme

d'attrait. Non seulement un fort potentiel irrigable, mais encore des zones pastorales, notamment à Doubégué, Tcherbo et Niassa et, aussi entre autres, un volet piscicole. Pour signifier qu'il ne s'agit pas de blabla, les orateurs ont illustré leurs présentations avec des réalisations chiffrées. Tout l'arsenal pour convaincre que le Projet pôle de croissance de Bagré (PPCB) est viable et a été mis en place, sur la base des potentialités existantes dans la zone. En tout cas, le projet se présente comme une piste sérieuse vers la réalisation des objectifs de développement du gouvernement à travers la Scadd (2011-2015). Les ingrédients sont là : accélération de la croissance, création d'emplois, réduction du chômage et de la pauvreté, soutien aux communautés vivant dans la zone du projet. La démonstration d'un système de financement basé sur une approche de partenariat public-privé devaitachever de convaincre les plus sceptiques.

Tel que conçu, Bagré vaut bien le détour et son Projet pôle de croissance devrait bien faire réfléchir autant les potentiels investisseurs que les migrants économiques qui vont chercher à l'étranger ce



Vue partielle des participants face à l'écran de projection des exposés.

Trois questions à ...

Aziz Fulani, informaticien

Dans le contexte qui est le nôtre ici dans la région de l'Est, quels outils entrent dans la catégorie des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ?

En fait, beaucoup d'éléments entrent en ligne de compte dans les TIC. Les premiers et plus connus ici sont le téléphone fixe et portable, la télévision, la radio, l'ordinateur à travers des logiciels, Internet, des sites web, bref les différents médias de communications ou de gestion d'une activité.

Comment se porte les TIC dans notre région et particulièrement à Fada ?

Je trouve que les TIC ne se portent pas mal ici à Fada. Pour ce qui est de la population majeure, quasiment 3 personnes sur 5 ont un téléphone portable et dans chaque famille un téléviseur ou au moins une radio. Au niveau de la technologie informatique appliquée aux ordinateurs, il y a également un progrès parce que, d'un cyber l'année passée, on en est à 4 ou 5 cyber aujourd'hui et, ils sont vraiment fréquentés. On a vu l'engouement durant la SNI.

«TIC et Monde rural», c'est peut-être réalisable mais, n'est ce pas un peu tôt ?

C'est réalisable mais, dans quelques années encore, parce que nous avons beaucoup de chemin à faire. Il y a le problème énergétique à résoudre avant de vouloir vraiment vulgariser les TIC. Cependant, sur le plan du téléphone, de la radio et de la télévision, c'est réalisable. En revanche, pour ce qui est de l'Internet, de l'exploitation des logiciels ou de l'utilisation de l'ordinateur d'une manière générale, là il y a vraiment du chemin à faire parce qu'il faut déployer toute une technologie d'accompagnement. Entre autres, l'Etat pourrait voir déjà comment réduire les taxes sur l'importation des ordinateurs afin qu'ils soient accessibles à tous ; améliorer le service de téléphonie, la connexion. Même chez nos fournisseurs d'accès, les bandes passantes que nous avons ici sont de 2 mégabits alors qu'en Europe, même chez les utilisateurs simples, on parle de 5 mégabits, 10 mégabits et jusqu'à 100 mégabits. Le gouvernement fait des efforts dans le sens de la vulgarisation des TIC mais, y a du chemin.

que leur offre le Burkina avec, en prime, la fierté et l'orgueil de contribuer au développement de son pays.

La Chronique de Badini Ousmane

DR Transports, Postes et Economie numérique de l'Est



Le monde rural et les NTIC

Le concept «monde rural» peut s'appréhender selon un domaine d'intérêt ou d'activité. D'une façon générale donc, on peut concevoir le monde rural comme les zones non couvertes par un accès réseau (téléphone, ou internet,...) Le réseau téléphonique est un service basique. En outre, nous pouvons dire que le monde rural est caractérisé par les activités d'élevage, agriculture, par un accès limité ou inexistant à l'eau, à l'électricité, l'éducation, aux soins de santé primaire et spécialisés. Le terme TIC englobe une multitude d'équipements, de logiciels et de services, allant des systèmes de communication par satellite, en passant par les cabines téléphoniques dans les régions rurales, des programmes de radio numérique, de l'internet et des banques de données électroniques, aux services de commerce via le web. De manière générale, les technologies de l'information et de la communication (TIC) peuvent être considérées comme les technologies qui facilitent la communication, ainsi que le traitement et la transmission par voie électronique de l'information. Cette définition englobe l'ensemble des TIC, allant de la radio et de la télévision, aux téléphones (fixes et mobiles), aux ordinateurs et à internet. Dans le contexte du développement ou de la relation «Monde rural et TIC», on considère que l'interface avec les systèmes et les outils de communication traditionnels est également important. Le monde rural est confronté à des contraintes et des défis considérables dans le domaine des TIC : peu de temps à consacrer à la formation et à l'utilisation des TIC, accès limité aux technologies telle que la radio, le téléphone mobile ou l'ordinateur et privation d'informations adéquates, traduites dans les langues et adaptées au contexte rural. Toutefois pour assurer l'accès du monde rural aux TIC, il faut des investissements et la formation des utilisateurs. Mais les coûts de fonctionnements doivent bien être couverts par les utilisateurs eux-mêmes et trouver les moyens d'assurer la maintenance des installations. Les uns pensent que les usages des TIC pour le monde rural restent, en grande partie, à inventer par les utilisateurs eux-mêmes. Or l'usage des «nouvelles technologies» doit s'adapter au contexte social dans lequel elles doivent être utilisées, en intégrant les médias traditionnels (messagers, de la route, des tam tam)... La vulgarisation des TIC par l'initiative associative peut être une des solutions. L'association part d'un besoin et le greffe aux TIC grâce à l'aide de la population demandeur, d'abord des bailleurs et pourquoi pas des gouvernements. Ainsi, la vulgarisation des TIC serait plus ou moins facile. D'autres pensent que le mode de dissémination des nouvelles technologies dans le monde rural doit être progressif car les villages proches d'une zone connectée sont plus demandeurs que les autres. Avec l'influence des TIC, on craint que l'Afrique et particulièrement le Burkina Faso rural ait du mal à conserver encore des valeurs propres à elle non encore gravement altérées telles l'hospitalité et la disponibilité... Est-ce qu'on pense vraiment que l'accès aux nouvelles technologies en soi pourrait être une voie de sortie en cas de famine dans ces zones rurales ? Or les TIC sont entre autres des moyens qui permettent de sortir de l'isolement, de l'ignorance, de s'affirmer, d'échanger, d'appeler au secours, en somme d'aider son prochain et de s'aider. Et ce n'est pas parce qu'on «meurt de faim» qu'on ne doit pas s'instruire, qu'on ne doit pas avoir accès aux TIC.

LUTTE CONTRE LA VIE CHÈRE
PAR JAPHET BENYIDOBA

Bakarbagna, la misère ! Hou ! ha !

«Nous sommes debout ce matin
Pour aller dénoncer
La vie chère au Faso.
Quinquéliba, ça ne va pas
Mais pourquoi, ça ne va pas ?
Nous sommes debout ce matin
Pour aller dénoncer
La vie chère au Faso
La misère au pays
La flambée des prix.
Nous sommes debout ce matin
Pour vous dire, ça ne va pas.
La famine, on n'en veut pas
La misère, on n'en veut pas
La paupérisation, on n'en veut pas
Le sénat, on n'en veut pas
Les dépenses de luxe, on n'en veut pas
La politique aventuriste, on n'en veut pas
La fraude, on n'en veut pas
La vie chère, on n'en veut pas».

C'est avec cette chanson que la Coalition contre la vie chère (CCVC), section du Gourma, a marché samedi 26 mai. La marche contre la vie chère à Fada n'a pas fait sortir grand monde mais, a su marquer de son empreinte le train train de ce samedi matin. Objectif donc atteint. Même si le rassemblement difficile de marcheurs place de l'Unité, dénonce des failles dans la mobilisation. Il n'y a donc pas eu quantité de marcheurs mais, il y a eu la qualité. Le truc ? Pouvoir et savoir imposer un rythme, pendant le temps de la marche, à la course folle des usagers des artères vitaux de la ville. S'imposer sur le trafic : ralentir, à la vitesse nonchalante du promeneur, le flux de la circulation sur les principales artères de la ville. Dans une ville carrefour comme Fada, cela fait toujours de l'effet car, très vite se forme une queue de gros porteurs freinés et agacés dans leur traversée de la ville vers Ouaga, Niamey ou Cotonou. Et, sur nos routes d'à peine 7 mètres de large, quand les gros porteurs sont forcés à l'arrêt, c'est la circulation qui est soumise à un temps mort. Ainsi, et là demeure une tare de la mobilisation contre la vie chère à Fada, une petite centaine de marcheurs, constitués essentiellement des militants de quelques syndicats et du Mouvement burkinabé des droits de l'homme et des peuples, a fait l'événement pour accompagner l'appel, au plan national, à la reprise des marches de protestation contre le coût élevé des denrées ou baisse du pouvoir d'achat, bref «la vie chère».

En l'absence du Gouverneur empêché par la tenue du Conseil national de lutte contre le Sida, et après avoir chanté l'hymne national, au gouvernorat, point de chute de la marche, la coalition contre la vie chère section du Gourma, par la voix de Sawadogo Adama Gildas, SG de l'Union régionale de la CGTB, a introduit sa lettre de «protestation contre la vie chère» au SG de région, Jean-Louis Bayala, assisté du conseiller de région Moussa Sidibé et du DR de la Police nationale, Franck Elvis Compaoré. Quintessence du message : «appeler et interroger le gouvernement de la 4^e République à prendre des mesures rigoureuses afin de réduire, de façon significative, le coût de la vie... pour réduire la souffrance du peuple». Et spécifiquement à l'endroit des autorités locales «une révision des prix du transport ; l'instauration d'un cadre de concertation permanent entre les autorités administratives et politiques et les organisations de la société civile pour discuter de certaines questions ; des contrôles réguliers sur les prix de certains produits de grande consomma-



Rendre accessibles les grands produits de consommation.



En perturbant la circulation, la marche a fait sensation.



Nous sommes le porte voix de tous ceux-là qui n'ont pas pu faire le déplacement.

tion pour une application effective des décisions consensuelles ; l'examen sérieux de la question du centre hospitalier régional de Fada... la hantise de l'insécurité». Et bien sûr, la conclusion insistant sur la «determination (de la CCVC) à se battre pour de meilleures

conditions». «En famille», après avoir pris congé des autorités, les «camarades» ont fait le point, toujours par Sawadogo Adama : «Merci, pour cette mobilisation massive. Contrairement à ce que d'aucuns pourraient penser, la masse n'est pas forcément la quantité. C'est la qualité de ceux qui sont sortis ce matin, pour protester contre la vie chère, qu'il faut considérer. Nous ne sommes, en réalité, qu'un échantillon de la population. Ils sont nombreux ceux qui sont dans les rues, dans les boutiques et à la maison, qui sont contre les mesures prises actuellement mais, qui n'ont pas encore cette conviction que nous avons ce matin. Nous sommes donc, le porte voix de tous ceux-là qui n'ont pas pu faire le déplacement... Restons mobilisés ! On se donne

PAR DIANOU YEMPABOU

LITIGE FONCIER AU SECTEUR 11 DE FADA Sera-t-il l'otage d'une embrouille politico-foncière ?

«Tout ça, c'est parce que je suis inculte. L'être humain est une araignée, il mélange les gens. Si c'était la mairie qui avait mis mon chantier à l'arrêt, il y aurait eu des procédures pour trouver une solution. Mais, c'est la population qui a interrompu les travaux. Je peux passer autre mais, dès le lendemain, retrouver mon chantier dévasté. Or, ce que j'ai déjà investi ici, ce n'est pas de l'amusement. Je ne peux pas prendre le risque de continuer les travaux et donc de mettre encore de l'argent, tout en sachant que je suis menacé de démolition. C'est pour cela que j'ai obtenu et arrêté la construction». Sawadogo Adama, cultivateur résident à Kpenthangou, ne comprend plus rien. Depuis fin juin, il porte comme un boulet son droit d'attributaire au secteur 11, section BN, de la parcelle 01 (362 m²), lot 51, acquise le 2 mai 2012, selon le document communal portant attribution de parcelle à usage d'habitation et paraphé par le nom, la signature et le cachet de Moumouni Kocty, maire de la commune de Fada N'Gourma, président de la commission d'attribution des parcelles à usage d'habitation. «Quand les jeunes sont venus, ils m'ont sommé de me débrouiller pour tout faire disparaître ici dans le délai d'une semaine», confie Sawadogo Adama. Face à la furie, il a pris son courage pour discuter un peu. «Je leur ai expliqué que moi, j'ai acheté la parcelle sans savoir qu'il s'agissait d'un site à problème. Si j'avais su qu'il s'agissait d'un site à problème même offert gratuitement, j'aurais refusé. Parce que, même si on te fait cadeau d'une parcelle à problème, elle devient de la boue dès que tu te mettras à construire car les problèmes vont surgir». Il se demande en quoi il a péché. Prenant son père à témoin, il dit avoir été «démarché» par un certain Bouda qui a dit tenir la parcelle d'un certain Tal Diallo qui travaillerait à la mairie. «Je peux les retrouver et les identifier» assure le père, Sawadogo Nikiéma, un militaire à la retraite depuis 1999 et installé à Fada depuis 1992. Renseignement pris, personne ne semble connaître un Tal Diallo à la mairie. Le maire étant en mission, nous avons joint Moyenga Abdoulaye, le 1er adjoint au maire. La patience aurait été recommandée à tous les protagonistes. Selon lui, le bornage du site remonte à 2008 et aux prépara-

Débris de bornes massacrées

tifs de la réception de la fête du 11 décembre à Fada. Dans tous les cas, rappelle-t-il, «il s'agit d'un site sacré, il n'y a pas de problème car, même la loi préserve les sites de cette catégorie, quand ils sont identifiés comme tel au moment de l'état des lieux avant bornage». Ce qu'il sait, est que les jeunes du secteur 11, qui revendentiquent l'inviolabilité du site comme étant leur base d'initiation, y ont déboulonné des bornes implantées il y a 4 mois et également celles de la préparation du 11 décembre 2008.

«Nous avons tout cassé»



Thiombiano Victor

Effectivement, parce qu'on a borné et attribué des parcelles dans ce qu'ils considèrent comme le territoire du fétiche de l'initiation, les jeunes du secteur 11 y ont déboulonné des bornes et poussé leur vendetta vers le chantier de confection au secteur 1, pour tout casser, parce que même des réserves administratives seraient parcelées et vendues.

Thiombiano Victor Palipougouni, natif du secteur 11, membre de la famille instructrice des camps d'initiation, lui-même instructeur au secteur 9, se retrouve au cœur de l'imbroglio parce que dit-il, «c'est mon devoir de me battre pour la sauvegarde du patrimoine coutumier et, par rapport au bornage du lieu sacré du secteur 11, les jeunes m'ont délégué pour les représenter devant les autorités et devant nos parents». Il explique : «C'est de bouche à oreilles que nous avons appris la chose. Le sage du quartier a convoqué une réunion parce que le lieu sacré du secteur 11, au niveau des logements sociaux, et qui était réservé pour le bain des circoncis, a été un peu touché par le bornage. Les anciens nous ont demandé de nous calmer car nous avions pris la décision, le même soir, d'aller tout casser. Le lendemain «nos pères et nous, étions à la mairie à 8 heures et, le maire n'était pas là». Ils sont accueillis par «le 1er et le second adjoints au maire» à qui, ils disent leur «mécontente-

rendez-vous pour la prochaine fois et, on espère avoir la mobilisation, et en qualité, et en quantité». Demeure cependant un regret et une incompréhension quant au non engagement de certaines structures locales membres de la Coalition.



Sawadogo Adama au chevet de son chantier qui lui a déjà englouti pas mal d'argent.

ment». Selon Thiombiano Victor «le second adjoint au maire, Ouoba Victor, nous a dit que lui, particulièrement, il n'est au courant de rien». Toujours, selon le porte parole des jeunes, «le 1er adjoint au maire nous a demandé de nous calmer et de prendre patience, le temps qu'il transmette notre doléance à la première autorité et, qu'avec les techniciens, ils puissent se rendre sur le lieu pour constater». Avant de quitter la mairie, le représentant des jeunes avertissait cependant : «si rien n'est fait d'ici 16 heures cet après-midi, nous allons entreprendre de déborner le site demain matin». Le 1er adjoint promet une réponse au plus tard à 12 heures. Mais, constate Thiombiano Victor, «c'est vers 17 heures que Thiombiano Talandia, conseiller du secteur 11, a reçu un coup de fil du 2e adjoint, disant que rapport avait été fait au maire et que le technicien était absent mais passerait le lendemain ou dans 3 jours». Réaction des jeunes «nous, on a dit, non ! C'est chaud. Nous avons pris nos dispositions pour aller casser les bornes et vous nous avez demandé de nous calmer. Maintenant, si les délais ne peuvent plus être respectés, dès demain, nous irons déborner». Et Thiombiano Victor se souvient, «de lendemain il a plu et, c'est en pataugeant que nous sommes allés déborner». Ils iront même plus loin. Comme pour tuer le ver dans le fruit, ils vont se rendre au secteur 1, sur un chantier de confection de bornes et tout démolir : «c'est là qu'ils confectionnent et transportent pour aller borner ; nous avons tout cassé».

Après la casse, «le maire s'est déplacé sur les lieux avec le technicien et, un plan dans la main, ils ont essayé de nous montrer les limites du lieu sacré». Une petite leçon de cartographie, puis : «nous avons demandé au maire une nouvelle délimitation. Pour nous, les logements sociaux ayant pris une bonne partie, l'autre partie devait rester au camp d'initiation et voilà que dans cette portion il y a eu du bornage ; les uns ont construit, les autres sont en train de construire. Nous avons dit non et nous continuons à dire non. Nous sommes ensuite allés avec le maire au secteur 1, il a constaté les faits et nous a dit que, franchement, il ne sait pas ce qui se passe».

Un dossier assez ténèbreux, en tout cas qui met en veille pas mal d'inconnus y compris de la manipulation, ce qui ne serait pas anachronique car nous sommes en plein dans l'antichambre des joutes électorales. Pour un ancien initié, le camp des initiés du secteur 11 a été déplacé depuis belle lurette hors de la zone d'habitation, comme cela l'a été pour tous les camps. Le camp du secteur 11 aurait été déplacé depuis le temps de Youabli, le prédécesseur du roi Koupiendiéli et, le site concerti en réserve administrative. En attendant, le chantier de Sawadogo Adama prend de l'eau, au propre comme au figuré. Dossier à suivre.